



HAL
open science

Lituanie: les années de la première République (1918-1940) (version de travail du chapitre VIII)

Julien Gueslin

► To cite this version:

Julien Gueslin. Lituanie: les années de la première République (1918-1940) (version de travail du chapitre VIII). PLASSERAUD Yves (dir.), Lituanie. Un millénaire d'Histoire (1009-2009), Armeline, Paris, 2010, 2009. hal-03001123

HAL Id: hal-03001123

<https://hal.science/hal-03001123v1>

Submitted on 9 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Version de travail du Chapitre rédigé par Julien Gueslin pour l'ouvrage : « Les années de la première République lituanienne : La création de l'Etat et la lutte pour la survie » dans PLASSERAUD Yves (dir.), *Histoire de la Lituanie. Un millénaire*, Paris, Armeline, 2009, 978-2910878368

Chapitre VIII : Les années de la première République (1918-1940) :

La période de la première indépendance lituanienne a longtemps été difficile à appréhender historiquement. Elle offre en effet l'exemple caractéristique d'un usage idéologique de l'histoire et des conflits pouvant exister entre celle-ci et les différentes mémoires nationales, politiques ou sociales. Les événements qui ont suivi 1940 ont abouti à des interprétations, des réinterprétations en fonction de la situation du moment. Ainsi pour le pouvoir de la Lituanie soviétique mis en place après la Seconde Guerre mondiale, l'époque de la république « bourgeoise » ou « fasciste » a constitué un repoussoir. Au contraire pour les exilés lituaniens en Occident, la société d'avant-guerre fut souvent vue comme une sorte « d'âge d'or »¹. De même le tragique génocide subi par près de 90% de la population juive lituanienne avec l'aide des milieux fascistes lituaniens ou le désintéressement d'une partie de la population a abouti également à donner une image trop noire de la vie des Juifs en Lituanie dans les années vingt et trente alors que leur situation fut nettement meilleure que celles de leurs coreligionnaires en Pologne au niveau de leurs droits politiques comme de leurs situations. Après le rétablissement de l'indépendance lituanienne en 1990 et la collaboration étroite nouée entre les nouvelles démocraties polonaises et lituanienne, on a eu parfois tendance de manière logique à quelque peu passer sur l'acuité du conflit qui opposa Polonais et Lituaniens entre 1920 et 1939 au sujet de Vilna et facilita la politique des régimes totalitaires.

On pourrait multiplier les exemples mais ceux évoqués suffiront pour montrer l'absolue nécessité parfois de revenir aux archives, aux sources primaires parfois malheureusement irrémédiablement disparus afin de mieux cerner cette période. Heureusement et progressivement les nouvelles recherches menées en Lituanie dans un climat plus apaisé, les travaux occidentaux utilisant aux mieux les rapports et les études contenues dans les archives occidentales et désormais complètement accessibles permettent de mieux en mieux l'étude du nouvel Etat.

¹ Certaines réalités furent minimisées sinon oubliées afin de ne pas prêter la main à l'entreprise soviétique de disqualification du nationalisme lituanien.

« Lituanie, année zéro » ?

En partie pour les raisons évoquées plus haut, l'histoire de la Lituanie de l'Entre-Deux-Guerres fait une large place à l'histoire mouvementée de la politique extérieure du nouvel Etat qui joua un rôle majeur dans deux grandes crises européennes de l'époque, la question de Vilna devenue Wilno (en polonais) et non Vilnius (en lituanien) et celle de son débouché principal sur la mer, Memel qui, selon le traité de Versailles fut détachée de l'Allemagne puis, après son rattachement en 1924 à la Lituanie, devint Klaipėda.

Avant d'évoquer ces deux grandes crises, il faut d'abord s'interroger sur l'impact du conflit mondial sur la formation de la nation lituanienne. On a vu combien le régime tsariste a retardé l'évolution par rapport à celles d'autres nations d'Europe centrale, voire des nations estonienne ou lettonne. Le sous-développement industriel de la région (en dehors de Vilna) a également joué un rôle. Certes, dès la fin du XIX^e, la formation d'une élite de jeunes prêtres, ingénieurs, médecins, avocats..., la création d'une vie intellectuelle riche (associations, revues, institutions d'éducation ou d'assistance...) ont posé des bases. Mais l'étroite surveillance exercée par le régime, la dispersion de l'*intelligentsia* dans les centres russes, la difficulté à s'affirmer face aux élites polonaises ou au dynamisme commercial et intellectuel des populations juives rendaient encore fragile l'évolution opérée.

Surtout contrairement aux provinces baltiques, la présence d'une couche solide de petits et moyens propriétaires ruraux est encore loin d'être assurée. On en voit tout au plus les prémices en 1914 avec une première génération qui accède à une certaine aisance mais est encore loin d'avoir assuré sa pérennité et d'avoir réalisé l'accumulation de capital économique, social et intellectuel qui seule permet la création d'une véritable classe sociale dotée d'une vision construite du monde.

L'effondrement simultané des empires russe et germanique donne une chance inespérée à cette génération de parvenir à la construction d'un État national indépendant. Mais la médaille du miracle de 1918 a un revers, celui d'avoir franchi d'un seul coup plusieurs des étapes nécessaires à une transition plus souple. L'État manque cruellement de cadres dans tous les domaines. Compte tenu de la taille du pays, son administration est nécessairement modeste, mais elle doit, au niveau intérieur et au niveau extérieur, créer de toutes pièces les rouages lui permettant de passer du stage d'espace périphérique délaissé d'un empire ayant échoué à entrer dans la modernité, à un État européen à part entière.

La réflexion sur la lituanité, « l'invention » du sentiment national², a été entamée, mais elle date à peine de quelques décennies et reste encore largement en chantier. Ainsi avant la guerre, selon le gouvernorat ou la région habitée par un Lituanien, celui-ci est encore soumis à un régime juridique

² Non pas bien sûr au sens littéral du terme mais au sens d'un ensemble cohérent et organisé d'idées, de réalités, de pratiques reconnues par la population comme une part consubstantielle de son identité.

qui peut être le Code Napoléon au sud (comme en Pologne), au nord le droit particulier régissant les provinces baltiques, à l'Ouest le droit germanique (pour les Lituanais de Memel vivant au sein de l'Empire allemand) ou simplement le droit commun russe. L'idée d'un art national lituanien, autre exemple, est toute récente et n'a commencé à être envisagée, non sans quelques difficultés, qu'au cours des premières manifestations d'art lituanien organisées à Vilna.

Comment réécrire l'histoire de la Lituanie, quelles figures mettre en exergue et proposer comme exemple et héros nationaux dans les écoles, les oeuvres d'art ou les monuments nationaux ? Faut-il mettre en valeur les héros des insurrections de 1830 et 1863 attachés à la vision d'une Lituanie liée au destin de la Pologne ? Faut-il glorifier les grandes heures de la Pologne-Lituanie de la Renaissance ou évoquer l'hégémonie de l'aristocratie sur une population rurale, dernière dépositaire de ce qu'aurait été l'esprit lituanien ? Faut-il au contraire évoquer les conquêtes et la puissance de la Lituanie médiévale s'étendant jusqu'à la mer Noire ou encore la réalité complexe d'une puissance féodale multiculturelle peu comparable à un Etat-nation moderne ?

Cette réflexion multidirectionnelle s'opère dans l'urgence d'un pays ravagé par la guerre. Pour combler le vide politique et social, les nouveaux dirigeants doivent « prouver le mouvement en marchand » et surtout affirmer la légitimité et la pertinence de leur programme face à l'émergence de l'Union soviétique et celle du jeune Etat polonais se voulant seul héritier de la Pologne-Lituanie de jadis. Ils doivent construire un appareil politico-administratif qui se fasse obéir et reconnaître par la population comme exprimant la volonté nationale et dont les signes politiques (administration, police, organisation de la vie démocratique), militaires (service national), financiers (payer les impôts, avoir confiance dans la monnaie nationale) et juridiques (appliquer lois et décrets, respecter les décisions de justice), etc... primeront sur les « signaux » dorénavant réputés étrangers ou illégaux.

Ces signaux émis par le pouvoir doivent aussi être reconnus par les puissances étrangères et en particulier par celles qui, victorieuses, cherchent à poser les bases du nouvel ordre européen : France, Grande-Bretagne, Etats-unis et en général les démocraties dites occidentales, libérales (au sens politique du terme) et d'économie de marché. Pour cela, il faut qu'ils soient jugés compatibles avec les principes fondamentaux de ces pays³ mais aussi bien sûr conformes aux intérêts bien compris de ces puissances. Car il ne faut pas oublier la *Realpolitik* qui se cache derrière l'affirmation de la victoire du droit des peuples et le fait de défendre le droit à l'existence ou les vertus supposées (plus d'esprit démocratique, pas d'impérialisme) des petits Etats.

Au-delà des volontés de contenir le retour de la puissance germanique ou la poussée soviétique, d'arriver simplement à un équilibre régional des puissances, il y a aussi une défiance face à la multiplication d'Etats faibles incapables de se stabiliser, proies ou jouets de grandes ou moyennes puissances voisines. D'autre part la réalisation de ces programmes nationaux suscite à la fois de

³ Démocratie, respect des grandes libertés publiques, économie de marché mais aussi acceptation des nouvelles règles de la Société des nations basées sur le désarmement, le règlement pacifique des conflits et l'espoir d'une sécurité collective.

l'intérêt et de la méfiance parmi les ressortissants d'Etats dont les projets nationaux ont été initiés depuis fort longtemps et se rattachent à de fortes mythologies nationales. L'existence de ces nations relève désormais de l'évidence et leur disparition presque jugée anormale et contraire à l'ordre naturel. Au contraire la grande ignorance manifestée par rapport à l'éveil national lituanien⁴, le fait de voir surgir brusquement un Etat au milieu d'un territoire occupé par l'armée allemande et a fortiori hostile soit à la restauration de la puissance russe d'antan soit à l'émergence d'une Pologne - idéalisée dans une grande partie de l'opinion française – suscite bien des interrogations.

Les balbutiements d'une construction identitaire sous le regard d'observateurs étrangers (officiers, diplomates, journalistes) a pu donner l'image d'une nation artificielle à la légitimité douteuse. Tout aussi difficile que le combat militaire ou la légitimation du nouvel Etat par les populations locales, l'inscription de la Lituanie sur la carte mentale des opinions européennes et sa reconnaissance comme nation à part entière va donc être un combat de longue haleine⁵.

Vaincre ou mourir ? La Lituanie face aux puissances.

Faute précisément d'avoir eu le temps d'élaborer un projet national complet et cohérent, de devenir progressivement un foyer d'attraction incontestable offrant des perspectives politiques et locales intéressantes aux populations concernées, le nouvel Etat va se trouver en position difficile. Il lui faut dès sa naissance rétablir l'ordre, restructurer la société à travers un ensemble de règles précises et définitives mais surtout et d'abord définir ses frontières et mettre en adéquation ce programme géographique avec la réalité des rapports de forces sur le terrain.

Or faute aussi de disposer d'un potentiel économique et financier important, d'avoir un outil militaire structuré à sa disposition, le nouvel État va devoir abdiquer en partie face à la puissance militaire polonaise et à son rêve de retrouver les frontières du grand-duché⁶ mais il va cependant réussir à la surprise de beaucoup d'observateurs étrangers, à s'enraciner dans une grande partie de la Lituanie ethnographique.

Le premier succès fut la capacité de faire face au défi bolchevique. L'écroulement de l'armée allemande sur les fronts occidental et balkanique et la fin du conflit aboutissent certes à la disparition de l'administration militaire et civile d'occupation à l'automne 1918 et à la mise en place le 5 novembre 1918 du premier gouvernement lituanien par le Conseil National Lituanien, la *Taryba* qui adopta une constitution provisoire et s'autoproclama Assemblée Nationale *ad hoc* du nouvel Etat, fut le second. En avril 1919, le président de la *Taryba*, Antanas Smetona fut proclamé président de la république. Or les Allemands et les Alliés se refusant à toute assistance d'ampleur aux nouveaux

⁴ Du à la fois à la modestie de celui-ci, au travail de dénigrement mené par les administrations tsaristes comme par les élites polonaises, au peu d'intérêt pour l'Europe orientale mais aussi à un certain aveuglement volontaire.

⁵ Mais fondamental pour obtenir la reconnaissance juridique des puissances occidentales mais qui durera bien au-delà de cette dernière.

⁶ C'est-à-dire une grande partie de la Biélorussie actuelle.

gouvernements baltiques, l'armée soviétique poussa ses pions, bien décidée à effacer la honte du traité de Brest-Litovsk et l'abandon de toute la partie occidentale de l'ex-Empire russe. L'administration lituanienne doit vite se replier à Kovno et les Soviétiques parvenus à Kaunas installèrent un pouvoir « populaire ».

Le régime soviétique lituanien, proclamé le 8 novembre 1918 fut éphémère et ce pour deux raisons principales. D'abord, il commit l'erreur fondamentale de ne pas ménager les masses rurales et de s'appuyer sur des éléments ouvriers ou urbains trop peu nombreux et non représentatifs du pays ou sur des éléments venus de Russie et coupés des réalités nationales. Ensuite, accueilli au départ avec des préjugés favorables⁷, il se déconsidéra très vite par la brutalité de sa domination, et le refus de distribuer les terres nationalisées, mais aussi par le peu de prestige de son armée et de son administration, assimilées à un nouveau prédateur.

Dans le camp nationaliste le processus de création d'une armée nationale (à partir de novembre 1918) - au début laborieux - s'accélère avec l'afflux des volontaires et le soutien matériel de la population. Certes celle-ci, loin de rassembler à une armée moderne. Elle a encore beaucoup à apprendre en matière de tactique ou de discipline militaire, mais appuyé sur le pays, elle devient progressivement une véritable force qui serait certes impuissante face à un assaut frontal mais qui face aux armées de puissances affaiblies et occupées sur de multiples fronts peut espérer jouer sa partie.

Dès le début 1919 la situation est stabilisée. L'armée procède méthodiquement à une reconquête du pays face à des unités bolcheviques désorganisées et faiblissant sous l'assaut des forces blanches et nationalistes allogènes. Elle profite certes aussi de la volonté allemande d'appuyer la formation de corps francs allemands destinés à empêcher l'avance soviétique vers la Prusse-orientale mais aussi de pérenniser l'emprise allemande en Baltique orientale. Cela aboutit à un flux d'armes et de volontaires allemands qui favorisent quelque peu la consolidation de la résistance. Mais dès les débuts et malgré les pressions grandissantes des puissances alliées, ces corps francs refusent tout assujettissement aux pouvoirs civils baltes. Si, contrairement à ce qui se passe en Lettonie, ces unités n'ont pas les moyens de prendre le pouvoir, elles annihilent tout effort lituanien d'organiser une administration cohérente et respectée et engendrent dans l'ouest du pays un climat d'insécurité et de violence (la frontière entre corps francs autoproclamés et banditisme est parfois floue).

Il faudra attendre la fin de l'année 1919 pour que, avec le soutien politique et militaire de la France et de l'Angleterre et avec l'aide de missions militaires envoyées sur place (mission du général Niessel) et profitant de la consolidation de leur situation intérieure et internationale, la Lettonie puis la Lituanie reprennent le contrôle total des parties occidentales de leurs territoires. Les deux États commencent alors à mettre en place des nouvelles structures administratives et militaires nationales. Mais il s'écoulera encore de longs mois avant que le banditisme sporadique, l'anarchie et le non-

⁷ En tant notamment que pouvoir fort capable de débarrasser le pays de la menace allemande, et surtout de mettre fin au pouvoir terrien de l'aristocratie polonaise.

respect des lois joints à un certain laxisme et à une concussion importante diminuent dans des proportions notables.

Malheureusement pour la Lituanie et contrairement à ses voisines estonienne et lettonne, il lui faut également lutter contre l'impérialisme polonais qui dénie sa légitimité au nouveau pouvoir lituanien et accrédié en Occident l'idée d'un nationalisme artificiel création du grand Etat-major allemand et toléré sinon soutenu en sous-main, par les Soviétiques afin d'affaiblir la poussée polonaise au Nord. Or, pilier de la politique française en Europe orientale, la Pologne bénéficie d'un soutien diplomatique et logistique fort et peut entamer dès le printemps 1919 la reconquête de territoires qu'elle qualifie de polonais. Les confins, territoires multiethniques où les ciseaux des Etats-nations ne peuvent couper qu'arbitrairement et selon des directions opposées, sont ainsi l'objet d'une intense rivalité.

Rapidement les armées polonaises parviennent à reconquérir la région de Vilna (en avril 1919) menaçant l'existence même du jeune Etat. Heureusement pour elle, outre le climat de la Conférence de Paix propice à la condamnation de la force et à une certaine équité entre les peuples, la Lituanie dispose de soutiens internationaux ou plutôt d'acteurs hostiles à une hégémonie polonaise et à une force jugée réactionnaire : Le Royaume-Uni, les Etats-unis de Wilson où les Lituaniens d'Amérique font un *lobbying* intense et certains milieux de la gauche française.

Les milieux dirigeants français eux-mêmes prennent progressivement conscience de la nécessité de borner les prétentions polonaises à l'Est et de ménager la Lituanie, considérée comme ayant à terme vocation à rejoindre une Russie républicaine re-née sur les cendres du communisme. Il faut d'autre part assurer un front uni des diverses armées anticommunistes pour ne pas laisser du champ libre aux forces rouges.

Dès le printemps 1919, confrontés aux incidents constants entre les deux armées, les Alliés redoutant une extension du conflit, entérinent les avancées polonaises, accrédié ainsi l'idée répandue dans la population lituanienne d'un Etat victime des manipulations des puissances et d'une injustice. Si les dirigeants lituaniens acceptent de faire leur deuil de la restauration d'une Grande Lituanie, il leur est en revanche impossible pour des raisons tant nationales que stratégiques ou économiques d'imaginer d'abandonner Vilnius. Au-delà de toute considération historique, celle-ci est à l'époque la seule véritable métropole régionale, le centre économique, industriel et universitaire structurant la région. Comment imaginer un Etat sans véritable capitale, sans un symbole pouvant incarner la grandeur nationale ?

Les Lituaniens vont donc tout tenter pour récupérer la ville. En 1920, l'échec de l'offensive polonaise vers la Russie et la catastrophique retraite polonaise qui s'ensuit semblent fournir une occasion inespérée. Tout en conservant une certaine neutralité, la Lituanie négocie activement avec le pouvoir soviétique un traité de paix qui, signé le 12 juillet 1920 lui accorde la région de Vilna et une large portion de territoire au Nord du Niemen. Ce traité restera la base des revendications officielles

lituaniennes durant l'entre-deux-guerres, mais il sera presque mort-né en raison du « miracle polonais » de l'été 1920 qui aboutit à un nouveau reflux des troupes soviétiques.

Malgré une nouvelle entremise des Alliés pour empêcher un conflit, la proclamation d'un cessez-le-feu, la division et les hésitations de l'opinion polonaise et des négociations bilatérales poussées, un coup de main mené en octobre 1920 par le général polonais Zeligowski avec de prétendus volontaires de Lituanie centrale⁸ aboutit à la reconquête de Vilna, tout juste restituée par les Soviétiques aux Lituaniens et à la proclamation d'une république (d'opérette) de Lituanie centrale. Un nouveau sursaut lituanien parvient *in extremis* à juguler l'avance polonaise vers Kovno où s'était à nouveau réfugié le gouvernement.

La question de Vilna surgit alors définitivement du néant pour devenir un des principaux points d'achoppement de la nouvelle Europe et une des crises internationales sur laquelle la jeune Société des Nations (SDN) va se casser les dents, y perdant une partie de sa crédibilité. Après avoir échoué à organiser un référendum, les puissances occidentales tentent pendant un an de convaincre les deux parties de s'associer dans une sorte de confédération où la Lituanie, tout en disposant d'une très large autonomie, liée pour les affaires militaires et extérieures, à la Pologne, recevrait en échange Vilna. Le plan Hymans (du nom de l'homme politique belge : Max Hymans qui l'a proposé) devient un serpent de mer que chacun des deux Etats est tout sauf prêt à accepter sauf à voir triompher soit une version polonaise privant la Lituanie de toute marge de manoeuvre réelle soit une version lituanienne où les liens avec la Pologne seraient très lâches. Seuls les modérés des deux pays, presque étouffés⁹ par l'exacerbation des passions nationales, acceptent du bout des lèvres d'envisager de discuter.

Chaque partie cherche à exploiter au mieux les statistiques incomplètes des recensements russe et allemand de population. Celles-ci mettent en évidence l'extrême minorité des individus se déclarant lituaniens. Kaunas a beau jeu de montrer qu'un grand nombre de « Polonais » peuvent être considérés comme lituaniens du fait de leurs origines et de la progressive polonisation de la région subie de gré ou de force. Les efforts lituaniens pour les aider « à retrouver leurs origines » n'avaient en effet pas encore permis de recréer cette conscience nationale appelée de ses vœux par les autorités.

Mais c'est aussi le sort d'une ville multiculturelle, capitale orientale du monde juif, où la population russe est également importante, qui est en jeu : quel nationalisme choisir ? Les frontières à tracer bouleverseront en toute hypothèse les réseaux familiaux, culturels et économiques du monde yiddish¹⁰. Cependant, les perspectives limitées offertes par l'Etat lituanien, la faiblesse de celui-ci (en particulier pour empêcher les débordements ciblant des boucs émissaires « naturels ») tout comme les maladresses commises par les autorités lituaniennes au moment de leur présence à Vilna (politique hâtive et brutale de lituanisation) ont pu jouer contre la cause lituanienne.

⁸ Ils bénéficiant du soutien clandestin de nombreux milieux politiques et militaires.

⁹ Au sens propre, des attentats sont commis par les nationalistes.

¹⁰ Il est certain à cet égard que la crainte manifestée devant l'antisémitisme polonais a pu contribuer au ralliement de certaines parties de la population juive à la cause lituanienne.

À l'automne 1921, la S.D.N doit prendre acte de l'échec de son plan et se résoudre à tracer une ligne de démarcation. Profitant de la lassitude occidentale, la Pologne organise alors des élections dans le territoire qui aboutissent à une demande d'intégration à la république polonaise qui est finalement acceptée. En mars 1923, afin d'éviter un nouvel embrasement de la région suite au coup lituanien sur Memel (cf.infra), la SDN transfère, de guerre lasse, le dossier à la Conférence des Ambassadeurs¹¹. Cette dernière, usant des prérogatives qui lui ont été attribuées par la Conférence de Versailles, décide de tracer à l'Est les frontières polonaises en reprenant celles du Traité de Riga (1921) et pour la Lituanie la ligne de démarcation, entérinant ainsi le coup de force polonais.

« La muraille de Chine » de l'Europe :

Les puissances avaient ainsi espéré éteindre, au moins provisoirement, l'incendie et ce qui était de plus en plus décrit par les journaux comme un nouveau « Sarajevo ». On pensait que dans un premier temps, tout en maintenant ses doléances, la Lituanie prendrait acte de la situation et nouerait des relations diplomatiques avec Varsovie. Puis le temps faisant son œuvre, affaiblirait les antagonismes. Or, au contraire, la politique de Kaunas allait s'employer à mettre en échec ces analyses tant était enraciné chez les dirigeants l'idée du danger mortel du polonisme. La Lituanie refusant donc de prendre en compte l'état de fait sur le terrain, ferma quasi-hermétiquement¹² ses frontières et interdisant donc toute relation politique, économique, culturelle avec la Pologne. Tout voyageur voulant aller de Kaunas à Vilnius et vice-versa devait s'astreindre à un invraisemblable périple par la Lettonie alors que moins de 100km sépare les deux villes. Néanmoins, depuis Königsberg ou Riga mais surtout par les multiples liaisons plus ou moins clandestines qui les relient à leurs minorités respectives, chaque Etat dispose de relais d'informations pouvant le cas échéant se transformer en émissaires officiels.

Dans ce nouveau contexte, les minorités, lituanienne dans la région de Wilno et polonaise en Lituanie vont devenir des véritables otages des politiques extérieures. Qu'ils revendiquent plus ou moins ouvertement leur lituanité ou leur polonité, qu'ils cherchent à jouer le jeu de l'intégration dans leur nouveau Etats, ils restent des symboles de l'adversaire honni. Chaque partie cherche à apparaître comme le plus évolué et le plus respectueux des minorités. La Pologne ne cesse de vanter le traitement libéral offert à la minorité lituanienne (surtout par la création d'écoles lituaniennes ou la fondation de sociétés culturelles et d'entraide). La Lituanie fait de même avec sa minorité polonaise qui dispose d'établissements et de sociétés similaires et même d'une forme, certes contrôlée, d'autonomie scolaire. Mais chaque tension basée sur des accusations plus ou moins fondées (crainte de voir ces institutions devenir des foyers de polonisation ou de lituanisation) et sur la mise au jour de financements et soutiens clandestins par l'autre l'Etat risque de conduire à une crise politique. À l'inverse au gré des

¹¹ Réunissant les représentants des puissances alliés.

¹² Du moins au niveau officiel car il était toujours possible au niveau local d'établir des contacts.

moments de détente ou de tension, chacun des deux Etats se montre plus ou moins libéral, quitte à claquer la porte pour montrer sa mauvaise humeur, à organiser des procès. Telle sera par exemple la tactique polonaise en 1936-1937, avec d'abord une tolérance vis-à-vis de l'action des associations lituaniennes de Wilno, puis en 1938, suite à l'échec d'une tentative de rapprochement, une répression accrue contre ces organismes¹³.

Mais la crise de Vilna a surtout de graves conséquences au niveau international ; elle va en effet empêcher toute stabilisation dans la région, même si la montée en puissance de l'hitlérisme la reléguera au second plan dans la première moitié des années 1930. À la SDN ou dans les grandes négociations multilatérales qui s'engagent¹⁴, dans l'espoir de bâtir un bloc régional (Entente baltique) susceptible de faire contrepoids aux puissances soviétique et germanique, la Lituanie refuse d'accepter tout ce qui pourrait aboutir à une reconnaissance - même indirecte - du fait accompli ou limiter sa capacité à faire valoir ce qu'elle estime son droit. Le « petit » Etat lituanien se trouve ainsi dans une situation extrêmement difficile au niveau international. D'une part, la SDN par sa faiblesse et le poids des puissances peu favorables à sa cause, est jugée responsable d'avoir abdicqué devant le fait accompli tout en reprochant à la Lituanie de continuer à troubler l'ordre européen est quelque peu disqualifiée. D'un autre côté les principes de la SDN¹⁵ sont le soubassement du maintien de son indépendance face au *Faustrecht*¹⁶ des grandes puissances. Mais comment accepter totalement ceux-ci sans compromettre sa revendication ? Kaunas ne cesse donner du fil à retordre à la diplomatie européenne en exigeant pour tout accord l'introduction de formules réservant son droit ou en refusant d'accepter des clauses générales aboutissant à reconnaître l'état de fait existant.

Au niveau régional, la Lituanie sait bien qu'elle n'a rien à attendre de la résurrection des impérialismes russe et allemand qui signifierait sa perte (comme le montreront de manière implacable les événements de 1939-1940) mais elle ne peut accepter de participer à une grande Entente baltique allant de la Finlande à la Pologne en passant par les Etats baltiques. Même si d'autres raisons ont joué un rôle important, le conflit polono-lituanien va ainsi constituer l'une des causes majeures de l'incapacité des conférences baltiques du début des années vingt à mettre en place une alliance défensive, voir cet espace économique, douanier ou monétaire commun, dont rêvaient les intellectuels baltes sympathisants des idéaux genevois ou européens¹⁷.

Au contraire la Lituanie va devoir chercher chez Allemands et Soviétique des contrepoids à la puissance polonaise et jouer bon gré mal gré le jeu de ces puissances révisionnistes. Celles-ci étant avant tout soucieuses d'empêcher l'érection entre leur territoires respectifs d'une Pologne forte (ou

¹³ Le même schéma s'applique aux multiples escarmouches, et incidents frontaliers divers qui se déclenchent à tout moment entre patrouilles ou avec la population locale le long d'une ligne de démarcation mal matérialisée et objet de litiges ou de rivalités.

¹⁴ Pactes de non-agression, protocole Litvinov ou, dans les années trente, projet de systèmes d'assistance mutuelle.

¹⁵ Non - recours à la force, règlement pacifique des conflits, respect de l'intégrité territoriale, égalité juridique entre petits et Grands États, etc...

¹⁶ Droit du plus fort.

¹⁷ Une entente régionale devant être une première étape vers une construction européenne plus ambitieuse.

d'un ensemble régional patronné par elle). Ces deux États sont pendant l'Entre-deux peu disposés à mettre leurs armes au service de la Lituanie en courant le risque d'un conflit majeur, tant qu'elles n'ont pas retrouvé leur plein potentiel ou au moins une situation dominante¹⁸. Elles sont en revanche deux résolues à neutraliser toute prise de contrôle de l'espace lituanien par une tierce puissance.

L'Allemagne soutient ainsi discrètement l'effort militaire lituanien au début des années vingt, en laissant des armes entrer en Lituanie et en favorisant la formation de l'armée lituanienne. Au niveau diplomatique, dès son retour à la SDN, Berlin s'emploie à neutraliser les efforts polonais pour mettre en accusation la Lituanie pour trouble à l'ordre européen. Elle profite également du rapprochement franco-allemand et du relâchement de l'alliance franco-polonaise (à partir de 1925) pour mener avec la France une approche plus neutre qui, tout en réclamant la pacification des relations polono-lituanienne, se refuse à exercer trop de pressions sur la Lituanie et à condamner au même niveau les excès des deux camps nationalistes.

De son côté, l'Union Soviétique sait jouer de la crainte qu'éveille chez les dirigeants polonais la perspective d'un nouveau conflit polono-russe¹⁹. L'URSS utilise la question lituanienne pour amener la Pologne à négocier avec elle ou à faire des concessions en dévoilant à dessein rencontres, perspectives d'accords ou avantages qui aboutiraient, en cas d'acceptation, à renforcer la position lituanienne. En 1926, face à l'enlisement de ses propositions de pactes de non-agressions à ses voisins polonais et balte, elle n'hésite pas à satisfaire les vœux de la diplomatie lituanienne désireuse de signer un accord mentionnant le traité de paix de 1920 et la reconnaissance de frontières incluant Vilna. Une véritable crise internationale s'ensuit, attisée par les coups d'États en Pologne avec le retour du général Pilsudski, le maître d'œuvre de l'annexion de Vilna puis l'arrivée au pouvoir des nationalistes en Lituanie.

De multiples incidents frontaliers, en Lituanie et dans la région de Vilna, éclatent, plus ou moins attisés par les capitales. Après une accalmie au début de 1927, suivie d'une nouvelle crise au cours de l'été, Pilsudski, instrumentalisant l'épisode, évoque la possibilité d'une nouvelle expédition contre la Lituanie. Kaunas saisit alors la SDN en invoquant une menace d'agression. La SDN saisit l'occasion pour tenter de régler définitivement le différend et aboutir à une reconnaissance des deux parties. Hélas, même si elles espèrent parvenir à un *modus vivendi*, les puissances n'ont aucun véritable moyen de pression. En décembre 1926 puis pendant toute l'année 1927, les sessions de la SDN se multiplient sans autre résultat que de faire de Genève un champ d'affrontement verbal où le dictateur lituanien Voldemaras se fait une très mauvaise réputation par son extrême obstination. Le seul résultat concret, mais sans véritable portée, sera l'acceptation par Kaunas de mettre fin à un état de guerre, resté théoriquement en vigueur depuis 1923.

¹⁸ Voire à compromettre leurs relations avec les autres puissances ou des questions jugées plus vitales et urgentes (pour l'Allemagne, le problème de la Rhénanie et de la Sarre puis son expansion en *Mittleuropa*).

¹⁹ Si on affecte volontiers à Varsovie de considérer le voisin soviétique comme impotent mais le souvenir du conflit de 1920 et de ses multiples rebondissements reste vif.

Il ne s'agit là que d'un exemple parmi d'autres des multiples péripéties qui vont se dérouler de 1923 à 1938. Seuls les problèmes économiques de la Lituanie²⁰ et la dégradation périodique des relations avec l'Allemagne (autour de la question de Memel) vont aboutir à des détente éphémères et à des négociations qui, même limitées à des questions commerciales ou techniques (reprise du trafic commercial, des relations postales et téléphoniques), buteront toujours sur le refus de toute concession mettant en cause la possession de Vilna. Les conférences de Copenhague de 1925, de Königsberg en 1927, les contacts officieux noués au milieu des années 1930 achopperont toujours sur l'intransigeance des nationalistes des deux camps.

Est-ce le déchaînement de l'opinion publique qui contraignait le gouvernement ou la diplomatie lituaniens (peut-être plus consciente des risques et du prix à payer) à garder leur intransigeance ? Ou le gouvernement sut-il susciter les colères de l'opinion publique et s'abriter à merveille derrière elle pour invoquer son impuissance devant les démarches des puissances l'exhortant à régler au moins le conflit ? Il est difficile de donner une réponse univoque. Beaucoup de rapports diplomatiques ne cessent d'osciller entre l'idée d'une élite toute-puissante et manipulant à son gré une opinion assez apathique ou celle d'un gouvernement, au moins à l'époque démocratique, impuissant face aux manifestations des étudiants, les pressions des militaires et des milieux nationalistes : plusieurs attentats furent ainsi commis, notamment contre des hommes politiques lituaniens tel Galvanauskas qui, même sans envisager toute renonciation, avait esquissé l'idée de parvenir au moins à un accord.

La question de Vilna quitta très vite le registre d'une querelle frontalière pour se transformer en une véritable mystique nationale lituanienne. État et milieux nationalistes surent faire de la question un catalyseur efficace pour achever la construction de l'identité nationale et souder la communauté nationale autour de trois thèmes :

- Un passé réinventé : le souvenir de la grandeur du grand -duché et de sa capitale, les erreurs et la malhonnêteté des Polonais responsables de sa disparition,
- Un présent idéalisé : l'union autour de la défense du patrimoine national, l'idéal d'un petit peuple courageux et héroïque luttant contre une injustice flagrante alors qu'ils désiraient simplement l'application du droit des peuples et enfin,
- Un avenir rêvé : construire au plus vite un Etat-nation prospère et fort, élever le niveau socio-économique et culturel du pays afin d'être « digne » plus tard de pouvoir récupérer Vilna.

Les contemporains et en particulier les Français ont souvent comparé la question de Vilna avec celle de l'Alsace-Lorraine. On y voit les mêmes écoliers apprenant des poèmes ou chantant des chants enflammés, des manifestations politiques, culturelles, artistiques et sportives, la multiplication d'objets ou d'imprimés rappelant à tous l'oppression des frères de sang et demandant de s'associer par sa présence, ses pensées ou son soutien financier à la cause sacrée.

²⁰ Le blocage de la frontière coupe aussi le Niémen véritable artère fluviale du pays et interdit tout commerce avec l'*hinterland* et ses riches ressources forestières.

Une organisation spéciale réunissant une grande partie de l'élite lituanienne avait pour objet de sensibiliser l'opinion publique par ses publications (« Notre Vilnius ») et ses manifestations à la question sacrée de Vilna. Elle avait aussi pour tâche de soutenir l'activité de toutes les autres sociétés lituaniennes qui prônaient l'affirmation du lituanisme dans la région de Vilna, en fournissant subsides et matériels, en accueillant les expulsés et en assurant une contrebande clandestine d'imprimés et d'objets vers le territoire (avec la bénédiction ou le soutien tacite des autorités de Kaunas).

Il était quasiment impossible pour un fonctionnaire (ou quiconque travaillant pour l'Etat) de refuser de soutenir financièrement cette organisation. Même en dehors de la sphère publique, quiconque refusant de contribuer, était stigmatisé et devait souffrir des chicanes de l'Etat et des critiques de ses collègues.

Les observateurs étrangers avaient pensé qu'avec le temps, les passions s'éteindraient et que les jeunes générations, n'ayant pas vécu la guerre, joueraient un rôle positif dans cet apaisement. Ce fut le contraire qui se passa. Les vieilles générations avaient pu garder en leur for intérieur le souvenir de la vie d'avant, des nuances à apporter dans la perception du monde polonais ou de la renaissance nationale lituanienne. Les nouvelles générations, sans contact avec la Pologne et Vilna et endoctrinées sur cette question par l'école, les mouvements de jeunesse et l'armée²¹ considéraient elles la question de Vilna comme un idéal sacré, voir une pierre angulaire de la nation.

Il fallut l'écroulement de l'ordre européen pour que le blocage s'estompe. La Pologne profita du désarroi général, de l'engagement allemand dans les affaires autrichienne et tchèque et de la faiblesse soviétique (grands procès) pour lancer en mars 1938 un ultimatum à la Lituanie pour forcer celle-ci à renouer des relations normales et ouvrir ses frontières. La Pologne sut alors avec habileté ne pas pousser trop loin son avantage et favoriser un rapprochement pacifique entre les deux Etats. Mais il était trop tard. Submergée par les armées allemandes et soviétiques, la Pologne disparut et la Lituanie se trouva en mesure en octobre 1939 suite à son acceptation de l'ultimatum soviétique (installation de garnisons) de récupérer Vilna ainsi qu'une partie du territoire promis par l'Union soviétique en 1920²².

Mais, pour son malheur, la Lituanie n'eut pas à supporter uniquement l'écrasant fardeau de la question de Vilna : elle a dû faire face à un deuxième conflit, certes pas aussi fondamental pour l'idéal national que celui de Vilna, mais aussi vital pour son économie et sa position sur la scène internationale, la question de Memel son principal port sur la Baltique, au débouché du Niemen.

Comment passer de Memel à Klaipeda. Un impossible pari lituanien ?

²¹ Dans la génération précédente beaucoup de milieux paysans ou pauvres étaient restés quelque peu à l'écart de l'agitation nationale.

²² La joie fut cependant de courte durée puisque à peine un an plus tard, Vilnius troquait son statut de capitale d'Etat indépendant pour celui de capitale de la nouvelle république soviétique de Lituanie.

À la suite au traité de Versailles (article 99), les Alliés avaient détaché à l'extrémité nord-est du territoire allemand (Prusse orientale) le port de Memel et le territoire environnant (environ 2400 km²) qui ne constituait pour l'Etat Lituanien qu'une partie de cette Lituanie mineure qu'elle considérait comme appartenant à son héritage ethnographique. Les Alliés avaient en fait désiré donner un débouché sûr au bassin du Niemen dans la perspective soit de la restauration d'une Russie « nouvelle » (non bolchevique) soit de la re-création d'une Pologne -Lituanie forte. Le rattachement à un « petit Etat » lituanien suspecté alors d'être inféodé à l'Allemagne, suscitait la méfiance. C'est pour cette raison que le territoire de Memel fut placé sous administration française en 1920 en attendant une solution. Or aucune des issues évoquées ne se réalisa du fait de la survie de la Russie communiste et de l'antagonisme polono-lituanien.

D'autre part les représentants alliés se rendirent vite compte de la difficulté de rattacher la population d'un territoire bénéficiant d'un développement socioculturel enviable et désirant dans sa majorité conserver la culture germanique à un Etat lituanien encore dans les limbes et emprunt de ce qu'on appelait alors avec condescendance en Occident « l'arriération russe ». Les puissances alliées n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur une formule pouvant empêcher à la fois une renaissance de l'influence allemande (éviter à tout prix la création d'une « ville libre ») et une attribution totale du *Memelgebiet* à la Lituanie qui aurait par trop méconnu les droits des populations germanophones et les facilités à faire à la Pologne (circulation sur le fleuve et concession sur le port).

Après plusieurs années de négociations infructueuses, le gouvernement lituanien craignant d'être à nouveau la victime de l'inertie des puissances, se décida à profiter de la faiblesse de la présence militaire française à Memel (réduite de plus en plus du fait de considérations financières) et de la crise de la Ruhr en 1923 qui accaparait l'attention de l'opinion. Profitant du bon vouloir de l'Allemagne²³, il organisa en sous-main un « soulèvement » de la Lituanie Mineure ; en fait une invasion du territoire par des soldats lituaniens déguisés, soutenus par une minorité d'activistes locaux.

Malgré les protestations des Alliés, le *Memelgebiet* fut occupé en janvier 1923, mais pour obtenir la consécration occidentale de ce qui lui semblait son bon droit, elle dût accepter à contrecœur en 1924 un large statut d'autonomie sous les auspices de la SDN. Celui-ci garantissait les droits de la population contre l'arbitraire du gouvernement central, en équilibrant les pouvoirs du gouverneur, représentant l'Etat lituanien et la diète locale, élue par la population. Le Directoire (pouvoir exécutif du territoire) était nommé par le gouvernement, mais devait avoir la confiance de la Diète.

Or dès les premières élections locales, les partis allemands obtinrent entre 2/3 et 3/4 des sièges, révélant ainsi la difficulté de Kaunas à convaincre une majorité de la population (pourtant de souche lituanienne) de sa légitimité. Tout en ne regrettant ni la domination prussienne ni le pangermanisme, les habitants du territoire n'avaient qu'un désir très relatif de renoncer aux avantages sociaux (législation sociale) et économiques (pouvoir travailler ou étudier en Allemagne) ainsi qu'aux liens

²³ Berlin pensait en fait pouvoir récupérer plus facilement le territoire si celui-ci était attribué à un Etat jugé faible.

étroits avec l'espace germanique, au bénéfice d'un pays qui certes s'occidentalisait aussi vite qu'il pouvait, mais restait encore loin des standards de développement allemands.

De plus le statut d'autonomie avait empêché le repli de l'influence germanique. Les grandes propriétés, les coopératives, les banques, le grand commerce et même celui de proximité restaient contrôlés très majoritairement par des Allemands. En dépit des efforts du gouvernement lituanien, il était difficile lorsqu'on était rural de prendre le risque de se couper de ces réseaux en affichant une préférence marquée pour la cause lituanienne. De plus de manière habile, l'Allemagne avait accordé une série d'avantages économiques aux producteurs et commerçants locaux²⁴.

Certes la Lituanie engagea de grosses dépenses pour développer le port de Memel et favoriser son intégration à l'économie nationale. Certes, l'économie du territoire profita du développement des exportations agricoles vers l'Occident. Certes, elle chercha à accroître le nombre d'écoles et d'institutions culturelles. Mais elle pouvait difficilement rivaliser avec des institutions allemandes, ancrées depuis longtemps dans le territoire et bénéficiant en outre de larges subsides pour assurer la « continuité » culturelle avec le Reich voisin. Si l'on considère la diffusion massive de la presse allemande, la réception et la qualité des stations de radio allemandes, on voit que la cause lituanienne, malgré ses efforts ne pesait pas lourd face à au dynamisme de son grand voisin²⁵. Si l'on ajoute que les fonctionnaires lituaniens envoyés à Memel ne brillèrent pas toujours par leur qualité, pris entre chauvinisme excessif et une attitude tatillonne, on comprend que les heurts ne tardèrent à se multiplier.

La conjoncture diplomatique parvint à freiner quelque peu la dégradation de la situation dans les années vingt. Si le gouvernement allemand du se résoudre sous la pression de son opinion et des milieux nationalistes à saisir la S.D.N de supposées violations du Statut et à exercer des pressions sur Kaunas par le biais d'actions diplomatiques ou économiques, il se refusa à aller trop loin. De même le gouvernement lituanien ne se pas pousser l'épreuve de force. L'Allemagne ne voulait pas faire basculer la Lituanie du côté polonais et surtout la Lituanie avait trop besoin du soutien diplomatique allemand pour faire contre-poids à l'influence polonaise.

Mais à partir du début des années trente (et surtout après la prise du pouvoir par les nazis en 1933), la situation devint intenable tant la population et les organisations memeloises furent rapidement noyautéés comme dans le reste du territoire allemand. La diplomatie allemande s'avérait de plus en plus impuissante face aux dirigeants nazis en particulier ceux de Prusse - Orientale menés par Erich Koch. Ces derniers, poussés par leurs troupes et les branches locales des organisations nazies, étaient avides d'en finir avec la domination lituanienne et de se tailler avec Memel un premier succès contre les traités.

²⁴ Par exemple des prix d'achats supérieurs à ceux consentis aux Lituaniens ou des crédits privilégiés par les banques allemandes.

²⁵ Cette dernière acceptait formellement la sanction du traité de Versailles, mais faisait tout en sous-main pour rendre la coupure d'avec le territoire de Memel aussi invisible et indolore que possible.

Courageusement le régime lituanien entama bras de fer avec Berlin en commençant à démanteler les organisations nazies. Des arrestations et des perquisitions de masses en 1934 puis un procès- fleuve en 1935, mirent l'opinion allemande en ébullition et firent redouter l'Occident l'imminence d'un coup de force. La Lituanie fut brutalement placée sous un véritable embargo de la part de l'Allemagne son premier partenaire commercial, et du axer désormais son commerce sur la Grande-Bretagne.

Argent et propagande nazies cherchèrent à déstabiliser le régime lituanien en soulevant contre lui les populations frontalières excédées par la crise économique et la fermeture des débouchés allemands et en encourageant les fascistes lituaniens à menacer l'ordre civil et à fomenter un coup de force.

La politique extérieure lituanienne changea alors radicalement, l'Allemagne cessant d'être le partenaire principal pour devenir la menace essentielle. S'appuyant toujours sur l'URSS, la Lituanie se rapprocha de la France et des puissances attachées à l'ordre genevois et soutint les tentatives (malheureusement infructueuses) de construire à l'Est un système de sécurité collective capable de faire face à la menace nazie (par exemple un pacte de l'Est ou des traités d'assistance mutuelle).

Si la faiblesse (ou la prudence) française ne permirent pas un véritable rapprochement diplomatique, Paris contribua cependant au réarmement lituanien et surtout, faute de pouvoir favoriser les exportations agricoles lituaniennes, soutint les relations culturelles entre les deux pays. Le français devint ainsi en 1936 la première langue étrangère obligatoire dans l'enseignement suite à la mise en place d'un nouveau système scolaire et un nombre conséquent de professeurs et de lecteurs français furent envoyés sur place.

Mais ce qui sauva momentanément la Lituanie, ce fut la stratégie hitlérienne de privilégier l'Europe centrale et de ne pas s'engager à l'Est dans une querelle qui aurait pu dégénérer en conflit général ou menacer la politique allemande alors accommodante avec la Pologne, alors que le réarmement allemand n'était pas terminé. Voyant la faiblesse du camp occidental s'accroître, la Lituanie accepta un compromis en laissant l'influence nazie s'installer à Memel²⁶ à condition de voir la souveraineté lituanienne respectée dans les apparences. Un traité de commerce en 1936 permit de mettre fin à la guerre économique et à la Lituanie de profiter comme les autres Etats baltiques, du dynamisme commercial allemand²⁷.

Après l'*Anschluss* de l'Autriche en 1938 et le démembrement de la Tchécoslovaquie en mars 1939 et avant de régler la question polonaise, Hitler, s'estimant dès lors tout-puissant, décida d'en finir avec le problème memelois. Après avoir retardé l'échéance de plusieurs mois, après de nouvelles élections triomphales pour les nazis en 1938 et l'abandon progressif de tous les éléments de sa souveraineté apparente (acceptation des uniformes nazis) puis réelle (retrait de la police lituanienne), par la Lituanie, celle-ci fut forcée d'accepter l'ultimatum allemand et de céder le territoire de Memel. Hitler,

²⁶ Acceptation du verdict des élections de décembre 1935 donnant aux nazis une majorité écrasante.

²⁷ Basé sur le *clearing*, achat de nombreux produits industriels allemands comme importations équivalentes de produits agricoles

dans la liesse populaire, vint prendre possession, comme à Vienne, de ce qu'il jugeait une partie intégrante du grand Reich.

L'Allemagne s'efforça ensuite de ménager la Lituanie en lui accordant une série de privilèges commerciaux afin de tenter de s'en faire une alliée dans la lutte qu'elle s'apprêtait à mener contre la Pologne. Mais pour Kaunas, les événements du printemps 1939 équivalaient à une seconde mutilation. Il s'agissait aussi et peut-être surtout d'une défaite douloureuse pour le nationalisme lituanien qui, faute d'avoir pu reconquérir Vilna, avait, dans les années trente, fait de Klaipeda/ Memel l'un de ses objectifs centraux tentant de mobiliser la population contre un nouveau « *Drang nach Osten* ».

Memel, Vilna... ces deux questions, cruciales et traumatisantes pour l'orgueil lituanien ont contribué à faire de la politique internationale - dominée par la peur des voisins - une donnée fondamentale de la vie politique lituanienne du temps, dans une sorte de continuité avec les événements tragiques des siècles passés. Ces crises ont façonné - à l'intérieur comme à l'extérieur - l'image d'un petit peuple ayant certes peu contribué à l'apaisement des conflits mais affichant un incontestable courage (d'autres préféreraient parler de témérité inconsidérée) et une volonté de relever les défis. Le désir de construire une nation nouvelle et un Etat à l'occidentale procédaient de cette ambition de se tailler une place, modeste certes, mais bien réelle (et surtout reconnue) dans le concert des nations européennes, qui seule aux yeux des élites lituaniennes pourraient lui permettre de survivre et de conserver son indépendance et peut-être d'arriver un jour à imposer son point de vue.

Inventer une nation européenne ? La construction de la Lituanie moderne :

La description des événements internationaux que l'on vient d'évoquer occupe souvent, par leur intensité et leur importance pour le destin du pays, une place dominante dans l'évocation de l'histoire de la Lituanie d'avant-guerre. On a vu combien la répercussion de ceux-ci a pesé sur la population dans son ensemble et a été utilisée dans le processus de création d'une conscience nationale. Mais il ne faut pas - à l'inverse - exagérer, en dehors bien sûr des événements majeurs, l'implication et l'intérêt au jour le jour de la population pour l'actualité internationale, ni même pour la politique intérieure.

La masse de la population, rurale et au train de vie très modeste se consacre d'abord à la reconstruction de son espace quotidien dévasté par les conflits et à l'amélioration progressive et lente de son bien-être matériel. Un rapide bilan des conflits entre 1914 et 1920 montre que la Lituanie, comme le Nord de la France²⁸ a subi des dévastations énormes qui ont très fortement affecté son économie : destruction de 1300 villages, perte de la moitié du bétail, démontage par l'administration

²⁸ Mais, à la différence de la France, ce n'est pas seulement une partie mais la quasi-totalité du territoire qui a été touché.

russe du potentiel industriel et pillage en règle par les divers occupants par réquisitions, confiscations ou rapines²⁹.

Il faut prendre conscience de la rapidité des transformations socio-économiques et culturelles qui affectent le paysan et le village lituanien en moins d'une cinquantaine d'années. En 1870, une famille modeste vit encore dans une mesure enfumée à une chambre unique, partagée souvent avec le bétail. Elle porte de sa fabrication et a une nourriture peu diversifiée. En raison des nombreuses distilleries implantées par notables, l'alcoolisme reste important. En 1900, une évolution importante s'est produite avec l'apparition d'habitations séparées des étables, de vêtements plus élaborés et fabriqués seulement en partie à la maison, enfin d'une alimentation plus riche (pain de seigle pur, soupe, produits animaux). Les plus aisés ont commencé à racheter des terres aux seigneurs, même si la faiblesse du niveau de vie, donc de l'épargne, l'absence d'un système financier soutenant cette évolution et enfin la stratégie de l'Etat russe, privilégiant l'installation de russophones sur les terres disponibles, ralentissent l'évolution. Au début de l'indépendance lituanienne, 1/3 de la superficie environ était encore contrôlé par de grands propriétaires fonciers³⁰ et les machines agricoles étaient rares et peu évoluées (batteuse à cheval).

La Réforme agraire initiée à partir de 1920 et mise en oeuvre par la loi fondamentale du 3 avril 1922, bouleverse l'économie du village, en liquidant définitivement les terres des grands propriétaires, en en organisant le partage et en abolissant les servitudes et pâturages en commun pour aboutir à des exploitations individuelles et souvent isolées³¹. Au milieu des années trente, plus de 70 000 exploitations nouvelles ou agrandies avaient permis l'installation de près de 1/5 de la population³². Sur 450 000 hectares environ donnés en propriété, plus de 75 % l'ont été à des travailleurs agricoles (62% pour des lots entre 8 et 20 ha, 13% moins de 8 ha). 19% de ces terres ont été attribués à de petits propriétaires. Par ailleurs, 47000 hectares avaient été donnés en jouissance à des institutions publiques ou de bienfaisances dont 17% ont constitué le coeur d'exploitations modèles implantées dans les campagnes afin de servir de modèles pour l'introduction de nouvelles cultures et façons de cultiver.

Cette révolution s'accompagne d'une élévation progressive du niveau de vie permettant la construction de nouvelles habitations à plusieurs chambres, la disparition de la fabrication domestique de vêtements ou de chaussures, la diversification de l'alimentation avec l'apparition à grande échelle de produits laitiers, la hausse notable et diversifiée de consommation de viande (porcs mais aussi veaux ou oies) ou de pain blanc. La lampe à pétrole se généralise et l'électrification des campagnes débute.

C'est aussi toute la vie culturelle qui est bouleversée. On se souvient qu'auparavant celle-ci était très réduite, tant la surveillance politique du régime tsariste était étroite et pesant le contrôle

²⁹ La forêt lituanienne fut ainsi surexploitée au profit des belligérants.

³⁰ Environ 0,3 % de la population, dont 2/3 de Polonais et 10% de Russes.

³¹ L'habitat dispersé au centre des nouvelles exploitations se développe aux dépens de l'ancien habitat collectif.

³² Une famille moyenne comptait environ 6 membres.

social des élites polonaises (à travers les grands propriétaires ou les églises). L'instruction se diffusait lentement et les écoles officielles avaient souvent plus pour effet de russifier que d'éduquer. Le développement de l' « esprit lituanien » se faisait par la lecture clandestine de la presse ou des quelques livres introduits en contrebande. Certes, l'apparition d'élites nationales (professions libérales, techniciens, petits fonctionnaires, curés de campagne) avait contribué à la naissance de nombreuses associations et à la dynamisation de la vie locale (création de chœurs, bibliothèques, sociétés savantes, sociétés agronomiques, d'entraide, etc.) mais celle-ci restait fort entravée par le contexte politique.

L'indépendance permit, même dans les villages les plus reculés, la naissance d'une vie intellectuelle dynamique, facilitée par un effort considérable de l'Etat pour construire un dense réseau d'établissements d'enseignement. La liberté de presse et d'association permit simultanément aux associations de se développer et de mener leur activité au grand jour. Le goût pour l'instruction, attisé par les restrictions passées si absolues du régime tsariste envers la culture lituanienne aboutit à la baisse rapide de l'analphabétisme. L'Eglise profite de son influence prépondérante et de la légitimité acquise dans le combat national pour développer au maximum (dans l'optique de la pensée catholique d'alors) son action sociale dans tous les secteurs de la société.

L'Etat lituanien fonde d'ailleurs l'essentiel de sa légitimité auprès des masses sur la conduite de cette réforme et la restructuration complète du monde rural. Les nouvelles élites visent à moderniser les campagnes en favorisant un changement des mentalités qui doit triompher de la persistance d'un certain conservatisme dans les modes de cultures et de l'inexpérience des nouveaux propriétaires. L'Etat mais aussi l'église et les différentes sociétés agronomiques ou politiques favorisent la création d'écoles d'agriculture et l'envoi d'agronomes ou de techniciens qui, en cultivant des parcelles-modèles pour montrer l'exemple doivent faire évoluer les pratiques. La politique de développement des communications s'inscrit dans cette perspective³³. Elle favorise à la fois le transport des denrées agricoles et les déplacements entraînant l'intégration des régions rurales les plus éloignées à la vie du pays.

Le mouvement coopératif joue un rôle central dans cette évolution, le nombre et l'importance économique des coopératives de production, de crédit et de consommation étant - eu égard à la population et à la taille du pays - l'un des plus importants d'Europe. Au-delà des objectifs économiques ou politiques avancés, le coopérativisme lituanien a une forte coloration nationale dans la mesure où son but avéré est de permettre l'avènement d'une classe paysanne nationale libérée des multiples intermédiaires commerciaux et financiers (souvent juifs) que l'on juge responsable du coût excessif des produits et suspecte de négliger l'intérêt national.

Soutenues par l'Etat et les nouvelles institutions financières parapubliques (la Banque Foncière par exemple), les coopératives vont, non sans difficultés et face à l'hostilité du monde industriel et commercial, réussir à s'implanter solidement au sein du monde rural. Elles y joueront un rôle essentiel

³³ Ouverture en 1932 du chemin de fer reliant Klaipėda à Siauliai, création d'autres lignes et d'autoroutes à la fin des années trente vers le nord et le sud du pays.

dans la fourniture de semences, de machines et outils agricoles et de crédits et la collecte et la transformation des produits agricoles (grâce aux entrepôts et usines créées dans les villes) afin de les écouler dans les agglomérations et plus encore vers l'étranger (surtout Allemagne et Grande-Bretagne).

L'évolution des structures de l'économie rurale s'accompagne d'une transformation profonde des orientations de celles-ci. Alors que l'économie ancienne était basée sur la culture, peu productive, de céréales, les orientations du marché mondial (exportations de céréales des pays « neufs ») tout comme la généralisation de la petite propriété vont inciter l'Etat à choisir un modèle scandinave (plus particulièrement danois) de développement favorisant l'élevage et l'exportation des produits animaux et laitiers. Selon les époques et la conjoncture, telle ou telle gamme de produits sera privilégiée (bacon, beurre...). On profite ainsi de la forte demande en provenance des pays occidentaux entraînée par l'urbanisation et les changements de modes d'alimentation.

Dans ces conditions, le commerce extérieur lituanien parvient à financer l'importation de produits industriels et de consommation étrangers et même à dégager une marge qui vient progressivement s'ajouter aux envois initiaux massifs d'argent par les émigrés lituaniens à l'étranger et financer ainsi investissements et fonctionnement de l'Etat. Entre 350 et 450 000 personnes d'origine lituanienne vivaient aux Etats-Unis dans l'Entre-deux-guerres. Un certain nombre revinrent au pays et jouèrent un rôle important dans la construction et l'occidentalisation du nouvel Etat, mais ce furent surtout les dons et les prêts consentis en dollars qui jouèrent un grand rôle pour le budget de l'Etat, la stabilisation de la monnaie et de la balance des paiements. Alors que la situation économique (inflation) et les entraves bureaucratiques avaient refroidi les ardeurs, le gouvernement se mit à miser sur les Lituano-américains en leur permettant d'investir et d'acheter des propriétés agricoles.

Par ailleurs l'exportation de denrées plus traditionnelles comme le lin et le bois jouent également un rôle important. Les hauts prix mondiaux du lin au début des années vingt ont offert à l'Etat et aux producteurs des ressources inespérées qui leur permirent de tenir dans les premiers temps de l'indépendance. Dans le cadre de la réforme agraire, la nationalisation des forêts (au-delà d'une certaine taille) permit également à l'Etat lituanien d'exploiter de manière plus rationnelle des ressources importantes (mais durement éprouvées par la guerre) et de profiter de la forte demande extérieure entraînée par la reconstruction de l'Europe occidentale. Les ventes de bois furent souvent (parfois d'ailleurs de manière trop intensive eu égard aux capacités de régénérations des forêts) une variable d'ajustement pour le budget de l'Etat.

Cette transformation est guidée par les réseaux étatiques et coopératifs qui doivent adapter à marche forcée les produits locaux et les habitudes des producteurs aux normes et aux standards occidentaux afin de concurrencer les voisins nordiques. L'Etat se débat entre des prix mondiaux qui oscillent beaucoup (et vont même plonger au moment de la crise des années trente) et la nécessité de subventionner massivement la production agricole afin de permettre aux paysans d'avoir un niveau de vie minimal et de faire face à leur fort endettement. Comme de plus la demande de terres est forte, les

organisations chargées de la réforme agraire doivent abaisser à 8 hectares (et même parfois 2 ha), le niveau minimum, pourtant déjà modeste, des lots concédés. Le paysan lituanien s'affranchit ainsi de la tutelle des grands propriétaires et accède à une certaine liberté mais sa marge d'indépendance reste néanmoins restreinte du fait des contraintes matérielles pesant sur lui.

Les partis politiques fondés au moment de l'indépendance étaient moins basés, compte tenu de la culture politique encore rudimentaire du pays, sur la défense d'idéologies politiques que sur un réseau de clientèles dont il incombait de défendre les intérêts matériels grâce aux positions obtenues. Coopératives et les banques populaires se structurèrent en plusieurs réseaux, liés aux différents courants politiques (démocrates-chrétiens, socialistes,...). De même l'appartenance à des organisations de jeunesse, sociales ou économiques liées à des formations politiques, les contacts avec les nouvelles élites favorisaient l'octroi d'aides, de bourses d'études pour les enfants et surtout un meilleur traitement des dossiers par la commission locale chargée de la distribution des terres et de la délimitation et de la superficie des lots.

Les accusations de favoritisme et de corruption, la dénonciation des injustices³⁴ obligèrent très tôt l'Etat à réprimer certains abus et à faire remonter au niveau régional ou national l'examen des dossiers, sans pour autant dissiper complètement les soupçons (parfois fantasmés) des paysans envers les fonctionnaires ou les dirigeants de coopératives et surtout l'hostilité à l'égard des villes accusées de profiter abusivement du travail des ruraux.

En Lituanie, le nombre de villes véritables était très limité. Peu d'entre-elles dépassaient le niveau de petit bourg pour atteindre celui d'un ensemble qui, grâce à des industries ou des services supérieurs, pouvait générer un véritable habitus urbain. En dehors de Kaunas, seules Klaipeda, Siauliai et dans une moindre mesure Panevysys et Mariampole atteignaient la taille d'une grosse préfecture française. Sur une population d'un peu plus de 2 millions de personnes, environ 15% habitait dans des villes (définies comme des agglomérations de plus de 2000 habitants).

Seule Kaunas faisait figure de métropole régionale tout en restant loin de pouvoir concurrencer des villes comme Riga ou Königsberg. Capitale d'un gouvernorat russe, Kovno (Kaunas) était autrefois surtout une ville de garnison, une des clés du dispositif militaire russe face à l'Allemagne. À ce titre le développement urbain (notamment au niveau de la hauteur des constructions) était corseté par les contraintes liées à la présence de l'armée russe. La ville profita remarquablement du coup du destin qui priva l'Etat lituanien de sa capitale naturelle, Vilnius. Un peu comme à Nancy après l'annexion de l'Alsace-Lorraine, l'ensemble des élites lituaniennes s'y replièrent. L'entassement et les besoins créèrent une forte pénurie de logements et un sentiment de promiscuité doublé d'une impression d'étrangeté et quelquefois de condescendance chez les étrangers ayant bien du mal à considérer cette petite ville, au départ si provinciale, comme une véritable capitale d'Etat. Mais la proximité des élites politiques, économiques et intellectuelles dynamisa sur tous les plans la métropole la transformant

³⁴ Favorisé en plus par l'absence dans le système lituanien de tribunaux administratifs et globalement d'un pouvoir judiciaire puissant et autonome du pouvoir politique.

progressivement en foyer politique et intellectuel du pays. Kaunas fut en fait le creuset qui permit à l'identité nationale de se forger et la scène privilégiée des tensions qui animaient celle-ci.

Même si, en fonction du *credo* proclamé *urbi et orbi*, Kaunas ne pouvait qu'être « une capitale provisoire », les nécessités matérielles et politiques diligentèrent la transformation de la morne garnison militaire en vraie petite capitale par la construction de nombreux bâtiments officiels³⁵. L'amélioration de la circulation urbaine et des transports, la mise en place du confort moderne, l'installation définitive de nombreuses légations et consulats... Tous ces symboles, ces marqueurs de ce que devait être une capitale aux yeux d'un étranger favorisèrent l'évolution de l'opinion de ceux qui diplomates, publicistes, touristes ou commerçants étrangers prirent l'habitude de louer à la fois la modernité et la simplicité de la petite capitale.

Au départ, Kaunas comme les autres villes de la région abritait une proportion importante - sinon une majorité - de membres des minorités nationales, en particulier juive et polonaise sans compter de nombreux réfugiés russes. Compte tenu de la pénurie initiale en élites capables de conduire la vie du pays, beaucoup de Juifs (dans le monde commercial, intellectuel et administratif), de Polonais parmi les plus loyaux ou même de Russes (par exemple dans le monde artistique) jouèrent un rôle dans la mise en route de l'Etat. Mais progressivement l'irruption des jeunes générations lituaniennes formées dans les lycées, la nouvelle université nationale mais aussi dans les universités et écoles étrangères³⁶ entraîna l'autochtonisation de l'administration, de l'université et des écoles supérieures. Malgré son jeune âge, la génération des années vingt, dès la fin de ses études, accéda à de hautes fonctions grâce à ses connaissances et ses diplômes « occidentaux ». C'est elle qui créa les administrations, institutions d'enseignements techniques, etc., sur le modèle de ce qu'elle avait vu en Occident. Elle chercha à introduire un fonctionnement et des pratiques occidentales qui devaient supplanter ce qu'on appelait pudiquement dans les légations étrangères les « moeurs russes » (absence d'organisation, corruption, lenteur,...).

Cette évolution restait parfois superficielle, mais elle aboutit d'abord à une mue de l'image de la société lituanienne puis à une transformation en profondeur de ses modes de vie. Car ces élites amenaient également avec elles un goût pour la culture et les moeurs occidentales, qui, couplée avec le désir général d'être reconnus comme de vrais Européens, suscita un dynamisme intense qui, suivant attentivement l'évolution des tendances intellectuelles et artistiques européennes, les adaptait aux réalités et aux traditions nationales.

Parallèlement le commerce et l'industrie cessèrent d'être surtout l'apanage de la minorité juive qui avait profité dans les premiers temps des liens étroits entretenus avec les milieux juifs allemands et occidentaux. Grâce au soutien financier de l'Etat, au démarchage intense effectué à l'étranger par les réseaux diplomatiques, une véritable bourgeoisie d'affaires lituanienne commença à prendre forme et

³⁵ Ministères, banque d'Etat, musée national, université, station de radio, etc.

³⁶ Grâce aux bourses ou aux missions octroyées par l'Etat ou certaines grandes puissances pour étudier les pratiques et les techniques occidentales dans tous les domaines.

à jouer un rôle croissant dans l'économie du pays. Le nombre d'employés dans les industries, tout en restant modeste, doubla (40 000 personnes) suite à la création de nombreuses entreprises agroalimentaires (en particulier de sucreries) soit par l'Etat, soit par les véritables conglomerats qu'étaient devenues les coopératives semi - étatiques. Compte tenu des ressources naturelles, une industrie textile nationale protégée se développa, ainsi que les usines liées au bois (papeteries, meubles). Si l'Etat soutint et contrôla étroitement le secteur agroalimentaire, il se refusa, à la différence des régimes totalitaires, à intervenir directement dans le reste du secteur industriel et à empêcher les membres des minorités d'y conserver leur influence.

Si la minorité polonaise avait été d'emblée marginalisée du fait des problèmes politiques et de l'accusation d'entraver la lituanisation du pays (en raison notamment du prestige encore prégnant de la culture et de la langue polonaise), la minorité juive (7,5% de la population du pays) avait joui aux débuts de l'Etat lituanien d'une situation très favorable³⁷. Victime de la préférence nationale, elle perdit progressivement ses positions sans toutefois que cela débouchât sur une discrimination généralisée et violente. Si, par exemple, la proportion d'étudiants juifs (au début dominant) avait fortement baissé du fait de l'arrivée des nouvelles générations lituaniennes, aucun *numerus clausus* ne fût introduit malgré les demandes des extrémistes³⁸. L'engagement (ou le soutien) initial de beaucoup de Juifs dans le combat contre le nationalisme polonais entraîna pendant longtemps une certaine bienveillance de la part des nationalistes (à l'encontre par exemple les partis catholiques enclins à tout refuser aux Juifs et à mettre fin à toute forme de privilèges en matière scolaire ou culturelle). Smetona et les *leaders* nationalistes condamnèrent d'ailleurs toujours fermement la politique raciale allemande et veillèrent à ce que toute provocation antisémite soit réprimée.

Les Juifs continuèrent globalement à mener une vie à part mais bien acceptée par le reste de la société lituanienne en dépit des préjugés. Leur peu de goût pour la culture lituanienne, combiné avec des attaches toujours fortes avec les cultures russe, polonaise ou allemande³⁹ contribuèrent à renforcer la distance entre les groupes⁴⁰. Si malgré les difficultés intérieures, l'émigration ralentit fortement au moment de l'indépendance du fait des perspectives nouvelles offertes, l'exode des jeunes générations juives s'accrut par la suite, notamment vers l'Occident⁴¹.

Dans tous les cas, si au début des années vingt beaucoup de publicistes ou de diplomates étrangers doutaient de la réalité d'une culture et même d'une nation lituanienne, surgie pour eux de nulle part, dès le début des années trente la Lituanie avait réussi à trouver sa place sur la carte mentale de l'Europe. Les efforts des diplomates, des intellectuels ou des étudiants lituaniens avaient

³⁷ Quasi-absence de pogroms, octroi d'une très large autonomie culturelle au sein de l'Etat avec la création d'un ministère des affaires juives, place importante, on l'a vu, dans la vie commerciale, intellectuelle.

³⁸ À la fin des années trente, au moins 15% des étudiants étaient encore juifs.

³⁹ De nombreuses familles litvakes étaient désormais éclatées entre Pologne, URSS, Lituanie ou Lettonie.

⁴⁰ Il fallut attendre le milieu des années trente pour qu'un véritable antisémitisme surtout économique émerge au sein de certaines couches extrémistes très limitées de la population sous l'influence de la crise et des idées répandues par l'Allemagne nazie.

⁴¹ Non point encore pour des raisons politiques mais surtout pour des raisons économiques ou culturelles.

abouti (au moins dans les milieux cultivés étrangers) à faire connaître l'histoire ancienne de la nation. Mieux les arts populaires et le folklore lituaniens commencèrent à connaître une certaine vogue grâce à plusieurs expositions⁴². Mais la Lituanie se faisait aussi connaître par ses artistes et ses sportifs. Sa domination sur le basket-ball européen des années trente⁴³ ou l'exploit, malheureusement tragique, des aviateurs Darius et Girena morts juste avant d'avoir réalisé, depuis les Etats-Unis, l'un des plus longs raids de l'histoire aéronautique, symbolisent l'image d'une nation jeune et dynamique⁴⁴.

Une démocratie politique impossible à construire ?

À l'image du reste de l'Europe « nouvelle » et sur le modèle des nations européennes victorieuses, les élites lituaniennes voulurent elles aussi créer un système démocratique libéral symbolisant leur attachement aux valeurs occidentales. En avril 1920 pour la première fois, de véritables élections nationales tenues dans une atmosphère de liesse et de mobilisation des électeurs, élirent une Constituante. Celle-ci adopta rapidement une constitution provisoire faisant de la Lituanie une république démocratique, garantissant les droits fondamentaux et le droit de propriété.

Après deux années de débats intenses, les députés finirent par trouver une majorité pour voter le 1^{er} août 1922 le texte d'une constitution définitive. La Constitution de 1922 mit en place un régime parlementaire avec un président de la République aux pouvoirs relativement modestes⁴⁵, un gouvernement dépendant de la confiance d'une Chambre unique. Le mode de suffrage proportionnel entraînant un émiettement des voix fut à l'origine de la difficulté de dégager une majorité claire. De cette dispersion émergeaient cependant les partis démocrates-chrétiens du fait de l'influence de l'Eglise catholique sur la population et du rôle joué par elle dans le mouvement national. Le bloc démocrate-chrétien était finalement l'unique mouvement politique national non lié à la défense d'une catégorie sociale ou d'une minorité ethnique. Au sein du bloc, et à côté du parti chrétien-démocrate proprement dit la Fédération du travail était tournée vers les ouvriers chrétiens ou liés aux syndicats d'inspiration chrétienne, et l'Union des fermiers lituaniens était plus spécifiquement orientée vers le monde rural et ses organisations catholiques.

Une grande partie des premiers responsables politiques furent d'ailleurs soit des ecclésiastiques soit des personnes liées à l'église. Cela explique l'image « d'Etat de prêtres » qui desservit quelque peu au début la Lituanie auprès des milieux laïcs occidentaux. Ce furent donc principalement les partis catholiques qui menèrent (ou en furent des piliers) les nombreuses coalitions parlementaires instables qui dirigèrent le pays au début des années vingt. Au terme des élections de mai 1920 le bloc chrétien-démocrate détenait 59 des 112 sièges de l'Assemblée ; aux élections de

⁴² Pour la France, on citera la grande exposition des arts décoratifs baltes de 1935 au musée de Trocadéro et le pavillon balte à l'Exposition universelle de 1937.

⁴³ Le pays fut deux fois champions d'Europe en 1937 et 1939.

⁴⁴ Son opiniâtreté dans les questions internationales jouant ici un rôle plutôt positif, en renforçant l'idée d'une nation au caractère et l'identité solidement enracinées.

⁴⁵ Il était également révocable par l'Assemblée, mais à l'inverse disposait d'un droit de dissolution.

1922 et 1923, 38 et 40 des 78 sièges. Ce fut de manière logique que le président de l'Assemblée constituante, puis le président de la République fut aussi un chrétien-démocrate Alexandre Stulginskis.

Qui pouvait s'opposer à cette force sociale, politique, même économique (les politiques de confiscation ou d'expropriation tsaristes ayant été supprimés par le régime dès ses origines ?) Dans un pays non - industrialisé le parti communiste (illégal) avait peu de chance de s'enraciner et ses effectifs restèrent d'ailleurs toujours très limités. Mais il profita de la proximité avec l'URSS pour obtenir des subsides et un soutien logistique qui lui permit, après les coups sévères portés par une police politique efficace, de renaître de ses cendres et de poursuivre son action dans la clandestinité. Mais l'assujettissement à Moscou lui fut aussi dommageable en ce qu'il obligea les communistes à prôner des politiques peu adaptées au contexte local.

Si la social-démocratie ne jouissait pas de soutiens matériels étrangers, elle bénéficiait en revanche de son statut d'organisation locale et exerçait une certaine prépondérance dans le secteur industriel, essentiellement concentré dans les villes (grâce à son réseau de syndicats et de coopératives), elle attirait également une partie des intellectuels et des Lituanais revenus de Russie. Les sociaux-démocrates, tout en étant très attachés au sentiment national, prônaient une socialisation progressive et lente de la société par la voie démocratique à l'image des partis européens frères. Mais dans un pays encore très rural, son programme essentiellement tourné vers le monde urbain et ouvrier, ne pouvait espérer rallier une majorité.

Mais la formation joua le rôle politique majeur, fut le parti populiste enraciné en partie dans la tradition des socio-révolutionnaires russes et se situant au centre-gauche de l'échiquier politique en se voulant le champion de la démocratie et d'une politique libérale (au sens politique du terme). Il militait contre la « réaction » et pour l'instauration d'une démocratie sociale tout en combattant les excès des révolutionnaires. Outre celui d'une fraction du monde ouvrier, les populistes bénéficiaient surtout du soutien de la petite et moyenne bourgeoisie et des classes intellectuelles dites libérales émergentes à Kaunas et dans quelques autres grandes villes. Dans les campagnes, il profita également d'un soutien initial des classes paysannes les plus pauvres en se faisant le champion d'une réforme agraire intégrale, réduisant au maximum les indemnités ou les lots laissés aux anciens propriétaires et cherchant à satisfaire le plus grand nombre de bénéficiaires. Il faut souligner le rôle joué à ce sujet par Mykolas Slezevicius et surtout Casimir Grinius, qui, en 1918-1919, en tant que Premier ministre, fut l'instrument de la mobilisation et de la défense du pays et resta une conscience politique du pays

Les populistes et les gauches tiraient l'essentiel de leur force de leurs critiques incessantes contre une situation économique toujours difficile. Ils souhaitaient créer un ordre social plus juste soit par des politiques progressistes à l'image des Etats occidentaux⁴⁶ soit par des perspectives révolutionnaires en s'appuyant sur une propagande soviétique qui, comme d'ailleurs, savait vendre l'image de la Russie soviétique comme un pays de cocagne pour les travailleurs.

⁴⁶ Lutte pour le développement des assurances sociales, le temps de travail, le respect du droit des ouvriers et des syndicats, la défense et le soutien des travailleurs sans terre.

Dans une société où l'aisance était rare et où le moindre choc économique faisait basculer presque immédiatement de larges segments de la population d'un niveau de vie très modeste dans une situation de précarité voire de détresse avancée, les revendications des partis progressistes parvenaient à obtenir un certain écho. Même si le caractère très majoritairement rural de la population et les longues habitudes de vie modestes et frugales basées sur l'autosuffisance⁴⁷ limitaient l'ampleur de ceux-ci en les intégrant à un discours, classique en Europe, contre les villes et ses dangers et contre des revendications étrangères au style de vie et aux capacités du pays.

Le deuxième cheval de bataille des partis progressistes était la lutte contre un cléricalisme triomphant et la défense de la laïcité. Les revendications étaient ici proches de celles du parti radical-socialiste français dès le XIX^e siècle et avaient pour but de réagir contre l'hégémonie de l'Eglise sur la société (contrôle de l'État civil, des écoles et de nombreuses organisations sociales), engendrant une tutelle morale que d'aucuns jugeaient étouffante. Plusieurs dirigeants politiques se retrouvèrent d'ailleurs dans des situations délicates du fait de problèmes conjugaux (divorces, remariages, etc..).

Enfin, dans une société qui n'avait jamais connu la démocratie, les luttes politiques se concentraient sur la volonté de protéger et de développer un état de droit encore embryonnaire contre les empiètements d'une police et d'une armée omniprésentes et la tendance de certains hommes politiques à utiliser les rouages de l'État à des fins personnelles. À l'inverse dans un pays instable où la main de l'étranger était vue (à tort ou à raison) dans beaucoup d'événements politiques, où l'agitation publique ou secrète de l'extrême gauche ou de l'extrême droite ne cessait de troubler la vie du pays et de susciter les inquiétudes, le refus d'une démocratie totale ou trop libérale apparaissait à beaucoup comme un rempart contre l'anarchie.

Il faut aussi souligner le rôle essentiel joué par l'armée dans la vie sociale comparable à celui de certains pays d'Europe méridionale ou centrale. Compte tenu des événements dramatiques qui secouèrent le pays, celle-ci assumait un rôle prépondérant dans la vie nationale et, à côté de l'Eglise, incarnait l'identité nationale, en devenant le creuset où une grande partie des forces vives lituaniennes se cotoyaient dans la volonté de défendre la nouvelle patrie. Face à un État encore embryonnaire, l'armée apparut comme la principale institution solide défendant l'ordre national tant au plan extérieur qu'intérieur. À l'image de certaines armées occidentales, elle joua aussi un rôle déterminant dans l'acculturation de la paysannerie et en particulier de la jeunesse. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les questions du traitement⁴⁸ des jeunes conscrits et des droits politiques des soldats furent des thèmes fréquemment agités par l'opinion publique. D'un regroupement hétéroclite d'anciens officiers et soldats lituaniens de l'armée impériale à l'apparition d'une véritable institution qui bénéficia des soins constants de l'État et qui, sous l'influence des jeunes officiers revenant des écoles militaires occidentales, commença à adopter des stratégies et des modes d'organisation modernes (tout en demeurant le chantre d'un nationalisme intransigeant), le chemin fut finalement bref.

⁴⁷ Tout comme la valorisation de ce style de vie par les partis conservateurs.

⁴⁸ Parfois très rude et sans grand changement par rapport aux époques antérieures.

Il faut enfin mentionner la place déterminante qu'occupa dans la vie politique et sociale la nouvelle université nationale qui, sans avoir la force de l'armée ou de l'Eglise, exerça un véritable magistère intellectuel sur le pays. C'est elle qui assura la création définitive d'une langue littéraire, le développement progressif de l'usage du lituanien ainsi que la création de nombreux mots savants. Elle favorisa le développement de l'édition, la publication de revues et journaux en nombre très élevé eu égard à la taille du pays. L'université Vytautas le Grand et de nombreuses écoles supérieures⁴⁹ formèrent dans tous les domaines les nouvelles élites nationales tout en jouant un rôle d'interface majeur entre les cultures occidentales transmises par des enseignants étrangers (en majorité au début) relayés par des diplômés lituaniens formés à l'étranger, et la culture locale. Mais contrairement aux deux autres institutions, elle ne parvint jamais à l'unité et resta un foyer bouillonnant d'idées où venaient - parfois brutalement - se confronter les traditions et les innovations politiques. Divisées en corporations rivales (gauches, catholiques, nationalistes), les étudiants jouèrent souvent eux aussi un rôle important par leur visibilité dans la vie sociale d'une petite ville comme Kaunas⁵⁰.

Ce fut peut-être la grande force du dernier mouvement politique qu'il nous faut évoquer ici et qui remporta finalement la mise : le Parti nationaliste. Si des personnalités brillantes comme Antanas Smetona jouèrent avant et pendant la guerre un rôle prépondérant dans le processus de création de l'État lituanien, la fin du conflit mit en revanche en évidence la faiblesse de l'organisation nationaliste par rapport aux partis catholiques ou aux organisations ouvrières. D'autre part, comme la société était imprégnée d'orgueil national, ceci atténuait la spécificité du parti nationaliste. Enfin, comme les nationalistes privilégiaient la lituanisation de la société et d'abord des campagnes (pour une réforme agraire limitée permettant la naissance et la consolidation d'une grosse et moyenne paysannerie) à la résolution complète de la question rurale et donc à une distribution maximale des terres, ils se trouvaient un peu en porte-à-faux par rapport aux tendances dominantes du monde lituanien.

Mais, leur force principale fut de savoir tirer partie de l'essor des nouvelles générations nationalistes au sein des élites politiques, intellectuelles et militaires ainsi que du rôle de l'armée en se dépeignant finalement comme les représentants politiques de l'esprit national. L'alliance nouée avec les représentants des couches les plus aisées de la paysannerie lui permit également de bénéficier d'une assise renforcée dans les campagnes et de jouir ainsi d'une influence non négligeable parmi les nouvelles élites qui encadraient dans le monde rural la vie économique (coopératives), sociale (associations nationales) et culturelle (par exemple les associations sportives).

Enfin le mouvement nationaliste profita également de la mise en place (particulièrement important dans les campagnes) des associations de francs-tireurs (Sauliu Sajunga ou Siauliai) ayant vocation au départ à restaurer l'ordre dans les campagnes contre l'anarchie rampante issue de la lutte

⁴⁹ Académie d'agriculture, Institut pédagogique, Conservatoire de musique, etc...

⁵⁰ À cet égard, il faut souligner le contraste entre la capitale où la politique du gouvernement fut très active et, qui sans diriger la vie culturelle du pays, octroya de larges subsides pour le développement d'un secteur culturel dynamique et les campagnes où la montée en puissance de la domination de la culture lituanienne fut plus lente face notamment à la minorité polonaise.

contre les corps-francs, puis par la suite à réprimer d'éventuelles émeutes communistes. Comme dans les autres pays baltiques ou d'Europe orientale, ces formations paramilitaires, contrôlées et armées par l'État mais jouissant d'une certaine autonomie politique avaient vocation à suppléer les carences de l'État et de la police en regroupant anciens combattants et volontaires et en encadrant de manière précoce la jeunesse au plan culturel et de la préparation au service militaire. Même si progressivement certaines tensions se manifestèrent avec l'armée, les *Siauliai* lituaniens jouèrent le rôle d'une sorte de réserve territoriale qui entretenait et renforçait l'éducation militaire et politique de la population.

Véritable force politique, n'hésitant pas à afficher sa puissance militaire, les associations devinrent rapidement influents sinon incontournables. En renforçant la diffusion des idées nationales, voire nationalistes elles jouèrent un rôle fondamental dans la consolidation de l'identité nationale. Elles rencontrèrent un succès incontestable auprès de la jeunesse qui, au-delà de la dimension politique, y voyaient un moyen de se divertir et de développer des réseaux de sociabilité⁵¹ sans parler d'une possibilité d'acquérir leur autonomie et de s'affirmer, dans une société rurale encore patriarcale.

On retrouve d'ailleurs cette dimension dans le souci de l'État de s'appuyer sur les jeunes générations en développant l'enseignement agricole et technique, (notamment les cours du soir) pour vaincre les conservatismes et les pesanteurs des générations anciennes et mettre en place une agriculture moderne. Il n'est pas étonnant que, là encore, parmi les figures nouvelles et influentes de la vie des villages, on trouve l'ingénieur agronome, le technicien rural, le directeur d'école primaire ou technique et le cadre de coopérative, lui-même souvent jeune, qui grâce à ses compétences techniques et son aura de modernité, acquit rapidement une influence sociale sinon politique.

Cette opposition entre un esprit jeune (qui pouvait tout aussi bien emprunter à la modernité et à la culture démocratique occidentale qu'à une certaine fascination pour les régimes fascistes) et un esprit plus traditionnel (qui cherchait certes à construire un Etat-nation viable et dynamique mais en conservant avec la morale et les vertus traditionnelles) est une des clés principales pour comprendre les tensions qui secouèrent la jeune nation. Ce clivage traversa d'ailleurs toutes les familles politiques et sociales (des communistes aux nationalistes, en passant par les catholiques avec notamment l'émergence des mouvements professionnels de jeunesse) mais *in fine* ce fut le mouvement nationaliste qui sut le mieux la canaliser à son profit en jouant de la ferveur nationale qui anima un pays connaissant parfois (vu les dangers extérieurs) un climat obsidional.

Tout ceci ne se fit pas sans ambiguïté, car s'ils purent incarner l'espoir d'une partie de la jeunesse d'une véritable révolution nationale et moderniste, les dirigeants nationalistes procédaient eux-mêmes largement de la « vieille génération » et surent tempérer, les ambitions des jeunes à prendre les rênes du pouvoir et à diffuser des idées nouvelles, en prônant certes un régime fort et autoritaire mais sûrement ni fasciste ni totalitaire. Le danger fut donc pour eux de se voir déborder par

⁵¹ On rappellera que la densité dans les campagnes était faible et l'habitat relativement isolé.

des fractions de la jeunesse extrémiste bien décidées à prôner l'instauration d'un régime fascisant pour imposer complètement leurs idées et balayer définitivement les freins posés par les vieilles générations. L'histoire politique lituanienne se caractérise par ces chocs entre des partis ou des tendances antagonistes, révélant les changements profonds affectant la société et par la recherche difficile d'une synthèse nationale ou au moins d'un socle commun permettant le jeu de ses forces politiques et sociales à travers un ensemble de règles sociétales acceptées par tous.

Comme dans les autres États- nations nés du conflit mondial, la démocratie parlementaire fut d'abord choisie pour tenter de construire ce « socle national ». Avant 1920 l'union nationale des mouvements lituaniens qui, dans la *Taryba* (la première assemblée nationale provisoire 1917-1920) et le gouvernement provisoire, avait surtout cherché à faire sortir des limbes l'idée lituanienne et à poser les rudiments d'un État (surtout d'une défense nationale) s'estompa avec la tentative de créer une véritable démocratie parlementaire. Les responsables nationalistes comme Smetona qui avaient pu s'imposer provisoirement grâce à leur énergie, leur influence et leurs capacités intellectuelles, furent alors relégués à l'arrière-plan. Leurs critiques acérées et l'agitation menée (sans beaucoup de succès au niveau électoral) contre les faiblesses du régime parlementaire leur valurent à plusieurs reprises les foudres du gouvernement qui interdit leurs publications et leur infligea des amendes ou les emprisonna.

Il n'est donc pas surprenant que ce soient les mouvements et les partis déjà bien structurés et disposant d'un certain enracinement social comme les partis chrétiens-démocrates et dans une moindre mesure le parti populiste qui surent s'imposer comme les forces dominantes. En 1920, les démocrates-chrétiens trouvèrent un terrain d'entente (limité) avec les populistes afin de mettre en place les fondements de la démocratie lituanienne et d'adopter une constitution. Si le chrétien-démocrate Aleksandras Stulginskis devint président de la République, ce fut le populiste Casimir Grinius qui occupa la présidence du Conseil. Mais au-delà de ce consensus minimal, des divergences trop profondes⁵² empêchaient cette coalition de durer. D'autre part, au-delà des responsables des différentes mouvances politiques, les nombreux députés manquaient cruellement d'expérience et cherchaient surtout à défendre les intérêts de leur région ou de leur électoral. Enfin disposant généralement d'une fortune limitée et d'indemnités parlementaires modestes, ils étaient tentés de défendre, moyennant finance, des intérêts particuliers. Ceci aboutissait à une vie parlementaire bouillonnante et instable, souvent jugée médiocre. Incapable de hiérarchiser les problèmes et de faire passer l'intérêt national avant les intérêts catégoriels, ces représentants entretenaient un climat de marchandage politique incessant qui nuisait à la réalisation d'une œuvre de longue haleine.

Au-delà des rivalités partisans, la faiblesse numérique et intellectuelle de la classe politique lituanienne favorisa la montée en puissance des quelques hommes disposant de capacités et ayant une certaine expérience du fait d'une éducation ou de séjours en Occident. Le cas le plus représentatif est

⁵² Régime parlementaire total pour les populistes ou tempéré avec un pouvoir exécutif faible mais réel pour les chrétiens-démocrates et surtout place de l'Eglise sur la société.

ici celui d'Ernestas Galvanauskas, ingénieur ayant vécu avant 1918 dans les Balkans et en France qui su parfaire son éducation politique à Paris au sein de la délégation lituanienne à la Conférence de la Paix. Dès son retour au pays, il devint un personnage public incontournable par ses capacités de travail, ses connaissances et son aptitude à faire la synthèse entre les réalités occidentales et l'effervescence de la vie nationale. Véritable technicien sans parti, il devint à son retour de Paris président du conseil d'octobre 1919 aux élections de la constituante, stabilisant la situation du pays et chassant les corps - francs (cf. supra). Après les élections de 1920, il devint ministre des Communications, mais surtout en 1922, suite à l'éclatement de la coalition entre populistes et chrétiens-démocrates, il reprit les rennes du pouvoir.

Il empêcha ainsi l'État lituanien de s'engluer dans les luttes politiques et d'interrompre ses réformes. Il pilota l'annexion puis les négociations sur Memel et construisit en grande partie l'appareil financier du nouvel État en mettant en place la Banque de Lituanie et surtout une nouvelle monnaie en 1922 le litas, assurant au pays une indépendance monétaire qui le fit échapper à la dépréciation galopante du mark allemand.

Les premières élections parlementaires suite à l'adoption de la nouvelle constitution, n'aboutirent à l'automne 1922 à aucune majorité stable et obligèrent le président à dissoudre la *Seimas* et à organiser de nouvelles élections de 1923. Galvanauskas, en dépit de ses liens avec les populistes, obtint la confiance des chrétiens-démocrates. Les populistes finirent par accepter de soutenir le nouveau gouvernement Galvanauskas et d'y faire nommer quelque uns de leurs membres. Ils ne purent en revanche jamais faire triompher leurs revendications fondamentales⁵³. Le gouvernement était de ce fait très divisé, les députés de chaque parti n'hésitant pas à attaquer les ministres de l'autre camp.

Le nombre des hommes d'État capables de faire fonctionner les rouages d'une administration et de soutenir la comparaison avec les États voisins et occidentaux était relativement faible. En dépit de l'âpreté des luttes politiques mais aussi du fait d'un consensus minimal sur l'intérêt général du pays, la mise à l'écart du pouvoir d'un camp politique ne signifiait toutefois pas l'éviction de l'appareil d'État de ceux qui lui appartenaient mais disposaient aussi de réelles compétences techniques ou intellectuelles. La plupart du temps, ces derniers retrouvaient un poste de responsabilité, certes à un niveau moins politique, dans l'administration, l'enseignement ou, au pire à l'étranger dans le cadre d'une représentation lituanienne. Cette relative permanence des élites politiques au gré des changements gouvernementaux ou des disgrâces compensa un peu l'instabilité politique et permit que des réformes fondamentales soient menées à bien. L'ensemble de l'héritage tsariste ne fut d'ailleurs pas détruit d'emblée. En dehors bien sûr des lois ou mesures politiques en contradiction avec l'identité du nouvel État, l'héritage juridique russe fut initialement conservé et remplacé au fur et mesure et selon les besoins par de nouvelles lois ou règlements s'inspirant des

⁵³ Fin de la loi martiale, création d'un état-civil laïque et non tenu par l'Eglise.

modèles occidentaux et correspondant aux réalités lituaniennes. Il est assez remarquable que, malgré les crises internationales qui affectèrent le nouvel État, les élites lituaniennes aient pu, certes à petit pas mais de manière réelle, construire les rouages d'institutions qui pour certaines avant 1914 n'existaient pas ou à l'échelle locale, tout dépendant de Saint Petersburg.

La fin de la crise de Memel en 1924 et la stabilisation du conflit polono-lituanien auraient pu faire croire en la consolidation politique du nouvel État. Or si la construction de celui-ci se poursuivait, la détérioration de la situation économique et surtout la difficulté à mettre en place rapidement un modèle économique assurant la prospérité ou au moins l'accès de larges parties des classes rurales à un bien-être minimal déstabilisèrent quelque peu la fragile démocratie. En 1924, l'aile droite des chrétiens-démocrates domina les coalitions parlementaires et voulut prendre le contrôle de la totalité de l'État. Galvanauskas ayant démissionné, trois gouvernements entièrement chrétiens-démocrates se succédèrent⁵⁴. Le contrôle trop étroit de l'Église sur la société, le soutien ouvert donné par l'État aux organisations catholiques irritèrent une majorité croissante de la société qui, tout en restant attachée au catholicisme, récusait un cléricisme trop poussé et une répression étroite ou aveugle des mouvements ou associations libérales ou progressistes. De nombreux scandales ou accusations éclatèrent contre des dirigeants accusés de corruption, de manœuvres illicites ou au moins de pratiques incompatibles avec leur proximité avec l'Église.

D'autre part les minorités virent leurs droits se restreindre face au nationalisme plus poussé et au refus de voir d'autres religions (et leurs œuvres sociales) prendre trop de place. Encore plus grave, les gouvernements échouèrent à résoudre la crise économique en contractant soit une union douanière avec l'Allemagne, principal débouché de l'agriculture lituanienne soit en parvenant à un *modus vivendi* économique avec la Pologne (en particulier pour la circulation sur le Niemen et l'exportation du bois) qui ne pouvait réussir en l'absence d'un règlement politique (échec de la Conférence de Copenhague en 1925).

Comble d'humiliation, le Vatican tout en créant à Kaunas un archevêché correspondant à la nouvelle province ecclésiastique de Lituanie, prit acte de l'état de fait des relations avec la Pologne et intégra la région de Vilnius dans la province ecclésiastique polonaise. L'embrasement de l'opinion, attisé par les nationalistes et les populistes contre cette atteinte à la souveraineté lituanienne, affaiblit considérablement les chrétiens-démocrates, considérés naturellement comme les « affidés » du Vatican (en fait, au-delà de la dimension religieuse, les rapports étaient fort compliqués).

En 1926, les élections virent, dans une sorte de vote sanction, les forces centristes et de gauche arriver au pouvoir. Les chrétiens-démocrates perdirent 10 sièges (3 à revoir sièges sur 85) les populistes et les sociaux-démocrates gagnèrent 13 sièges et profitèrent également du vote de nombreux membres des minorités qui reportèrent leurs voix sur eux au détriment de leurs candidats

⁵⁴ Antanas Tumenas, Vytautas Petrulis, Leonas Bistras.

(les partis polonais et juifs perdaient 7 sièges). Même les nationalistes tirèrent profit de leur campagnes d'agitation et obtinrent 3 sièges.

La nouvelle coalition réunissait les populistes, les socio-démocrates et une partie des minorités était clairement dirigée contre les excès du cléricanisme. L'assemblée élit alors comme président de la République le populiste Casimir Grinius, figure respectée du mouvement national avec comme président du Conseil Mykolas Slezevicius. Elle voulait mettre en place une politique plus libérale et cherchant à moins limiter les droits politiques⁵⁵. Le gouvernement entama une lutte frontale contre les chrétiens-démocrates et en particulier leur frange droitière, accusée de nourrir et de soutenir en sous-main des groupuscules fascistes. Une réduction drastique des subsides pour les écoles et les organisations catholiques fut annoncé, une loi préparée organisant un état-civil laïque et les organisations agricoles proches des catholiques, dissoutes (en particulier la Chambre d'agriculture).

Mais la limitation des droits de l'opposition était aussi pour l'opinion conservatrice et nationaliste le seul moyen de contrôler l'utilisation par les communistes des libertés démocratiques à des fins révolutionnaires. La stagnation économique n'augmentait pas le crédit du gouvernement Slezevicius et à la fois inquiétait du fait de la recrudescence de manifestations et de grèves (vues comme le prélude à des tentatives révolutionnaires). Le fait que le gouvernement signe en septembre 1926 un pacte de non-agression avec l'URSS (dirigé en fait contre la Pologne) et surtout envisage un accord économique jugé trop favorable à celle-ci faisait craindre aux nationalistes que l'URSS ne soit en train de prendre les commandes du pays. Si presque toute l'opinion était favorable à un partenariat politique avec Moscou afin de contrer « l'impérialisme polonais », il ne pouvait être question de laisser trop d'espace à celle-ci.

Mais l'évènement marquant fut le coup d'État en Pologne qui vit le retour au pouvoir du général Pilsudski et le renouveau des tensions et donc des craintes lituanienne face à une nouvelle tentative polonaise de mettre fin à l'indépendance lituanienne. Dès lors il sembla nécessaire à un grand nombre de créer rapidement un État fort, capable de répondre à ce nouveau défi et donc d'accepter une suspension provisoire de la démocratie. Le facteur déclenchant fut la tentative du gouvernement de contrôler quelque peu ce véritable État dans État qu'était devenu l'armée, en limitant les prérogatives et l'influence de celle-ci sur la société⁵⁶ et en limitant les dépenses militaires.

En décembre 1926, la mouvance nationaliste menée par Smetona et Voldemaras profita donc de l'irritation générale des militaires et du soutien tacite des chrétiens-démocrates (pensant rapidement reprendre les rennes du pouvoir compte tenu de leur poids social) pour organiser un coup d'État militaire qui, sans coup férir, réussit. Les conjurés dans leurs proclamations, invoquèrent le danger de bolchevisation du pays et un gouvernement voulant vendre le pays aux Soviétiques et aux Polonais (l'ouverture d'un grand nombre d'écoles polonaises et juives avait été autorisée, provoquant l'ire des milieux nationalistes). Une grande majorité des membres des classes rurales attachés à un certain

⁵⁵ Fin de la loi martiale à Kaunas, droit de réunion, d'association, de grève.

⁵⁶ Les tribunaux militaires étaient tout puissants et commettaient un grand nombre abus.

conservatisme et effrayés par les réformes mises en place et le danger de déstabilisation du pays virent simplement dans le coup l'assurance d'un retour à l'ordre et la garantie de ne pas voir les acquis de l'indépendance remis en cause⁵⁷. Le coup d'Etat aboutit rapidement, suite à la réinstauration de la loi martiale, à une prise de contrôle presque totale de l'armée. Mais celle-ci favorisa immédiatement la mise en place d'un nouveau régime. Le président de la république élu, Kazys Grinius fut contraint à la démission et remplacé par Smetona qui lia son acceptation, comme en 1918, à son « devoir » de défendre l'indépendance nationale menacée. Se proclamant *Tautos vadas* (père du peuple) il intronisa Voldemaras chef du nouveau gouvernement et fut confirmé dans son nouveau poste par une *Seimas* désertée par sa majorité progressiste. Une nouvelle Constitution fut votée en 1927 mais elle resta presque lettre morte face à la pratique personnelle des nouveaux dirigeants.

Les dirigeants chrétiens-démocrates le comprirent trop tard lorsqu'ils virent systématiquement contrecarrés leurs efforts pour restaurer une vie parlementaire contrôlant tant soit peu les actes du pouvoir et pour retrouver une influence dominante grâce à de nouvelles élections. Après avoir intégré le nouveau gouvernement, ils rejoignirent les rangs de l'opposition dès 1927 après que la censure par le parlement du gouvernement Voldemaras ait été suivie d'une dissolution de la *Seimas* et du report répété des élections par les nationalistes. Ils commencèrent une lutte implacable contre un régime nationaliste bien décidé à limiter sérieusement l'influence sociale de l'Eglise sans aller cependant jusqu'à une séparation de l'Eglise et de l'État compte tenu de la force du sentiment catholique dans la population (signature d'un concordat en septembre 1927). Les organisations de jeunesse et étudiantes catholiques furent dissoutes

La partie minoritaire de la gauche décidée à contester frontalement le nouveau régime fut rapidement et durement mise au pas après l'échec d'une révolte à Taurage en septembre 1927. Les survivants durent s'enfuir en Pologne et menèrent une agitation clandestine endémique mais sans réelle ampleur ou influence sur l'opinion.

Le parti nationaliste se retrouve désormais, moins d'un an après le coup d'État, absolument seul au pouvoir. Non sans un certain soutien populaire, il récuse ouvertement l'idée d'élection et d'un régime parlementaire, accusé de déstabiliser le pays et de trahir l'histoire lituanienne. Une nouvelle constitution (mai 1928) consacre l'idée d'un régime présidentiel où le président est élu par des électeurs désignés en fait par l'administration. Assisté par un Conseil d'État qui prépare les lois, Smetona assure le pouvoir législatif en vertu d'une disposition confiant au président ce pouvoir en l'absence de session de la *Seimas*. Comme il se garde bien de convoquer celle-ci, il a toute latitude. En 1931 Smetona est réélu une première fois selon ce système puis une nouvelle fois en 1938. Des mesures réglementaires spéciales suspendent - au nom de la défense de l'État- les droits politiques et donnent tout pouvoir aux autorités militaires locales. Celles-ci sous prétexte d'assurer l'ordre et d'empêcher toute agitation, contrôlèrent peu à peu tous les aspects de la vie locale, restreignant

⁵⁷ À commencer par la lituanisation de la société face aux influences extérieures plus généralement d'un « cosmopolitisme » trop poussé.

considérablement l'activité non seulement du parti communiste mais aussi des partis légaux d'opposition. Les organisations, politiques ou non encore autorisées font l'objet d'une surveillance étroite et doivent demander l'autorisation avant chaque réunion. Cette attitude empêche toute influence des anciens *leaders* ou l'émergence de nouvelles personnalités politiques. Outre cette influence disproportionnée sur la vie du pays, l'armée restera toujours l'enfant choyé du régime : les officiers bénéficient de revenus avantageux et de promotions rapides, leur nombre étant d'ailleurs très excessif eu égard à la taille du pays.

Mais la force du régime nationaliste dans les premières années fut finalement de se trouver dans une position assez centriste sur l'échiquier politique. Il rencontre certaines préoccupations du camp progressiste en limitant les prérogatives de l'Eglise et en poursuivant, sous une forme atténuée, la réforme agraire. Il satisfait les aspirations des milieux conservateurs en maintenant rigoureusement l'ordre et en limitant certaines libertés publiques jugées « trop développées ». Il consacre surtout toute son énergie et les crédits de l'État au développement de la modernisation de l'agriculture et à la construction d'institutions, d'industries et d'infrastructures permettant la collecte, la transformation et l'exportation des produits. Il profite alors du retour à la prospérité dans la seconde moitié des années vingt et du développement considérable de l'exportation du bacon et de beurre qui, avec le bois et le lin, trouvent des débouchés importants à l'Ouest.

Enfin en développant un État fort et des institutions nationales, il permet l'intégration - souvent à de hautes responsabilités - des jeunes élites sortant massivement des universités. Il satisfait également certaines aspirations technocratiques à voir un État puissant réguler l'économie afin d'éviter des luttes ou des rivalités jugées stériles⁵⁸. Il n'y a pas jusqu'aux minorités juives qui ne profitent d'une certaine bienveillance de la part d'un pouvoir plus disposé que les chrétiens-démocrates à leur laisser une certaine liberté en matière économique et culturelle, tout en les évinçant progressivement au profit des « vrais Lituanais » des secteurs où ils avaient initialement exercé une influence.

Enfin si le régime est incontestablement une dictature, il n'est en aucun cas à ses débuts un régime fasciste ou à visées totalitaires. De même que l'imitation des régimes parlementaires occidentaux est écartée, le gouvernement nationaliste refuse de copier servilement l'Italie fasciste et notamment son modèle corporatiste et totalitaire, jugé étranger à la situation sociale du pays. À condition, bien entendu, de ne pas avoir une activité ouvertement hostile au régime⁵⁹, les opposants peuvent encore s'exprimer certes, comme on l'a vu, sous étroite surveillance. De même, au niveau culturel et artistique, règne un relatif libéralisme qui, tout en soutenant certaines orientations (tout ce qui contribue au renforcement des associations nationalistes et de l'idée nationale), n'interdit pas la poursuite d'autres activités. Même en termes de répression et en dehors de la nécessité de faire des

⁵⁸ Ainsi la lutte entre plusieurs réseaux de coopératives liées chacune à une mouvance politique au profit de la mise en place d'organisations qui conquièrent avec son soutien explicite ou tacite le monopole dans son secteur par exemple les sociétés Maistas, Lietukis, Pienocentras, qui à elles trois finirent par contrôler plus de 3/4 des exportations

⁵⁹ Les communistes et certains sociaux-démocrates sont pourchassés et internés dans un camp à Varniai.

exemples et de prouver sa fermeté, les méthodes restèrent toujours « traditionnelles » et très loin de celles des régimes fascistes ; il n'y eut jamais de tueries de masses, d'emprisonnements ou de déportations massives avant 1940.

Cette orientation est consacrée par le départ du pouvoir de Voldemaras en septembre 1929. Doté d'incontestables talents d'hommes d'État, jouissant d'un grand prestige pour son rôle dans la crise de Vilna de 1926-1928 (cf. supra) et son énergie au service du renforcement de l'État, Voldemaras s'est fait aussi un grand nombre d'ennemis du fait d'un ego très développé et d'une aspiration nette au pouvoir personnel. Il encourage également les aspirations de ses partisans⁶⁰ ultranationalistes (souvent de jeunes officiers et des étudiants) à orienter le régime vers un modèle d'inspiration fasciste.

Officiellement voués à défendre « encore plus activement » le gouvernement, ceux-ci se livrèrent à des campagnes d'intimidation musclées contre les opposants, mais surtout tentent de prendre l'ascendant sur les milieux nationalistes modérés. Au début des années trente, l'organisation est dissoute et ses membres réprimés. La victoire de Smetona consacre l'instauration d'un régime agrarien assez patriarcal qui défend un nationalisme théoriquement intransigeant mais modéré dans ses manifestations. Smetona place sa confiance dans ses proches (son beau-frère Tubelis est Premier ministre) s'exposant aux critiques de népotisme. Il bénéficie cependant de l'estime du peuple par sa simplicité, sa proximité avec les gens et son aptitude, aux yeux d'une grande partie de la population, à incarner l'idée lituanienne.

Il faut finalement attendre la dépression des années 1930 qui affecte durement l'économie lituanienne avec la fermeture de ses débouchés et surtout la crise de Memel de 1934-1935 pour assister à une vraie déstabilisation du régime. Comme dans les autres États de la région, la chute dramatique des prix agricoles, la fermeture des marchés occidentaux, combinée dans le cas lituanien en 1934-1935 avec l'embargo décrété par l'Allemagne (à cause de l'affaire de Memel), sont à l'origine d'une crise sociale et politique grave qui fait chanceler le régime sur ses bases. Les classes rurales, pilier le plus solide du régime commencent à mettre en cause celui-ci. Les prix d'achat des produits agricoles offerts par les coopératives⁶¹ sont jugés dérisoires. Bien que les coopératives locales et l'État invoquent l'importance des subventions aux milieux agricoles⁶² et l'obligation de vendre à l'extérieur à des prix concurrentiels, les ruraux s'en prennent de manière classique aux dirigeants des coopératives, aux fonctionnaires et, en général, aux couches urbaines accusées de « s'engraisser » sur leur dos. La situation dans les villes n'est pas meilleure en raison de l'acuité de la crise économique et des réductions drastiques de salaires des fonctionnaires et des employés. Quelques scandales liés à des affaires de corruption ou des révélations sur la situation confortable de dirigeants d'organisations agricoles ou d'hommes politiques suffisent à nourrir rumeurs et soupçons. De plus les multiples saisies

⁶⁰ Les « Loups de fer », environ 4000 membres.

⁶¹ Ou plutôt exigés car où écouler ailleurs la production agricole, même la contrebande locale vers la Prusse orientale étant désormais restreinte ?.

⁶² Prêts, moratoires, subventions très importantes, écart important entre le prix du marché mondial et le prix d'achat par les coopératives subventionnées par l'État.

opérées suite à l'incapacité de nombreux paysans surendettés de faire face à leurs engagements suscitent la colère des campagnes.

À l'été 1935, de véritables émeutes se produisent, les paysans bloquant systématiquement les routes et l'approvisionnement des villes. Il faut envoyer les policiers, les Siauliai voire l'armée pour rétablir la situation et panacher mesures de répression (condamnations sévères, peines de mort) et nouvelles mesures de soutien économique⁶³. Il semble aussi que les officines nazies aient, par le biais de la Prusse - orientale voisine, facilité dans les régions frontalières l'agitation en contribuant à produire et à répandre une propagande hostile au régime.

Si, chez les voisins baltiques, les régimes démocratiques fragilisés constituent un fusible et doivent laisser la place à des pouvoirs autoritaires agrariens avec à leur tête les *leaders* charismatiques de l'indépendance de 1918 (Konstantin Päts et Karlis Ulmanis), en Lituanie l'évolution s'est déjà produite. Face au régime jugé vieillissant et quelque peu sclérosé, ce sont les partisans de Voldemaras, l'aile droite dure du mouvement nationaliste qui veulent désormais incarner l'alternative.

Un regroupement hétéroclite de jeunes officiers (issus souvent des armes modernes, telles l'aviation et les blindés) cherche ainsi à s'emparer du pouvoir à l'été 1934 en tentant un putsch à Kaunas qui est bien prêt de réussir compte tenu de l'effet de surprise et de la passivité des autorités. Heureusement, la fermeté de Smetona, refusant de s'effacer permet aux troupes fidèles de se reprendre et d'empêcher la réussite du coup et le retour de Voldemaras. Plus que la capacité de réaction du régime ou le soutien de la population, c'est finalement l'incapacité des mutins à offrir une alternative cohérente autre que des appels vagues à un régime plus musclé et plus autoritaire, (fascisant sans oser le dire puisque l'Allemagne devient l'adversaire principal et le modèle à éviter) qui détermina l'issue de la confrontation. Heureusement pour le pouvoir, la fin de la crise de Memel en 1936, le retour progressif à une certaine prospérité économique du fait de la bonne santé économique revenue du Royaume-Uni et de l'Allemagne lui permettent de retrouver une certaine stabilité. L'orage international se détourne, du fait de la stratégie hitlérienne⁶⁴ de Memel vers l'Europe centrale, laissant ainsi un répit inespéré au pays. Or ce qui aurait dû être une bonne occasion de tirer les leçons de la faiblesse de la base politique du régime est gaspillé. Le régime ne cesse d'hésiter sur la marche à suivre. D'un côté, du fait de la situation et de la pression de l'aile droite nationaliste, le régime se durcit à partir du milieu des années trente : contrôle sévère puis interdiction des partis d'opposition, censure stricte des rares journaux libres, restriction plus drastique des grandes libertés (réunion, association, etc...).

De même l'économie est plus étroitement contrôlée avec la création d'une Chambre du Commerce et de l'industrie, d'une Chambre d'Agriculture et d'une Chambre du Travail qui introduisent un certain dirigisme corporatiste. L'influence acquise par une partie de la jeune génération nationaliste

⁶³ Hausse des prix, subventions, suspension des saisies, nouvelles mesures de l'État en faveur de l'agriculture au détriment des classes urbaines ponctionnées dans leurs revenus et astreint à payer plus d'impôts et à souscrire à des emprunts quasi-obligatoires.

⁶⁴ Au grand dam d'une bonne partie de l'appareil nazi et en particulier des dirigeants de Prusse-Orientale comme Koch.

radicalisée et foncièrement hostile à toute compromission avec un esprit démocratique « démodé » et avec l'opposition posait problème aux milieux dirigeants. D'un autre côté, suite aux critiques de l'opposition à l'égard d'un régime centralisé à l'extrême et empêchant toute initiative locale et des difficultés internes et externes, il tente de faire des gestes en évoquant le projet d'une nouvelle constitution, d'élections générales et d'une réforme de l'État. Le dynamisme très important, malgré la politique gouvernementale, des organisations et de la presse catholiques montraient l'incapacité du parti nationaliste à assurer une prépondérance idéologique au sein de la société. Les milieux catholiques parvenaient à maintenir, voir à étendre, une véritable contre-société rétive à la toute-puissance de l'idéologie nationaliste et réclamant une société certes très organisée, mais respectueuse des libertés locales et des corps intermédiaires.

Les élections à une nouvelle *Seimas* si longtemps promises, se tiennent enfin en 1937 mais le processus est étroitement contrôlé et les candidats désignés par le régime par l'intermédiaire des administrations locales. La nouvelle assemblée malgré la majorité écrasante acquise par les nationalistes, n'a que des pouvoirs très modestes (essentiellement consultatifs). Smetona est réélu triomphalement par un collège de représentants issus d'élections locales biaisées. Enfin, la constitution adoptée en 1938, au lieu de faire des concessions et de libéraliser le régime, renforce encore les pouvoirs de Smetona et du gouvernement toujours dirigé par son beau-frère Tubelis. Le *Tautos vadasi* se replie de plus en plus sur sa famille et ses proches refusant tout partage du pouvoir. À l'aube des crises de 1938-39 qui vont emporter le régime, seule l'incapacité de l'opposition à s'unir, à proposer un véritable modèle d'alternative politique, sinon à présenter des *leaders* capables de susciter l'adhésion du pays, sauvent le régime. En l'absence d'expérience et plus encore d'éducation à la vie démocratique, en particulier chez les jeunes générations, l'opposition se résume aux partis extrémistes : à l'extrême - gauche où le parti communiste, tout en restant très modeste, semble connaître une petite hausse de popularité, et à l'extrême - droite où les ultranationalistes poursuivent une agitation larvée (et de plus en plus souvent antisémite). Seules finalement les crises de mars 1938 (ultimatum polonais) puis de Memel (décembre 1938-mars 1939) obligeront le régime, face au traumatisme causé dans le pays, à proposer des changements et *in fine* dans les derniers mois de 1939 à s'orienter vers un gouvernement d'union nationale.

On peut certes soutenir que toute évolution politique même ambitieuse du régime aurait eu peu d'effet sur la conjoncture internationale qui va faire du pays un butin disputé entre les puissances totalitaires nazie et soviétique puis, à l'été 1940 une république soviétique. Il n'empêche que si une authentique nation avait été forgée au cours des deux décennies d'indépendance, dotée d'une véritable identité nationale, au niveau interne et externe, l'incapacité à créer un véritable espace politique supprimant sinon réduisant les fractures politiques très fortes des milieux politiques lituaniennes va avoir un effet non négligeable sur l'évolution de la nation lituanienne .

Privée de repère et de boussole pendant le conflit mondial avec l'écroulement soudain d'une dictature qui avait encadré les vies et les esprits pendant 13 ans, la Lituanie sombrera sans défense dans la Seconde Guerre mondiale.

Bibliographie indicative:

BLOMEIER (Volker), *Litauen in der Zwischenkriegszeit : Skizze eines Modernisierungskonflikts*, Münster, 1998.

CHAMPONNOIS (S. de), LABRIOLLE (F. de), *Dictionnaire historique de la Lituanie*, Paris, 2001.

CINIKAS (A.), *La réforme agraire en Lituanie* (Université de Nancy, Thèse de Droit), Nancy, 1937

EIDINTAS (Alfonsas), ZALYS (Vytautas), SENN (Alfred Erich), *Lithuania in European Politics. The Years of the First Republic*, New York, St. Martin's press, 199

GUESLIN (Julien), *La France et les « petits États » baltes : réalités baltes, perceptions françaises et ordre européen (1920-1932)*, thèse de doctorat sous la direction de M. le professeur Robert Frank, Université Paris I, 2004, disponible en ligne sur : <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00126331/en/>

HIDEN (J.) et SALMON (P.) (ed.), *Scandinavia and Baltic States*, in BOURNE (K.), WATT (D.C.), PARTRIDGE (M) (général editors), *British Documents on foreign Affairs*. Reports and Papers from the foreign office confidential print. PART II. From the First to the Second World War. Serie F. EUROPE 1919-1939. University Publications of America 1996 (volume 59 à 67)

HIDEN (J.), SALMON (P.), *The Baltic nations and Europe*, London, 1991.

LEHTI (M.), *A Baltic League as a construct of the new Europe*, Peter Lang, Francfort, 1999

RAUCH (G. von), *The Baltic states : the years of independence*, London, 1995.

SENN, Alfred Erich, *The Great Powers, Lithuania and the Vilna question*, Leiden, E.J. Brill, 1966

SUZIEDELIS (Simas), VASAITIS (Antanas) (ed.), *Encyclopedia Lituanica*, 6 volumes, Boston, 1970-78